



## “Gilets jaunes”

“C’est une révolte?”

“Non, Sire, c’est une révolution!”

*(duc de La Rochefoucauld-Liancourt à Louis XVI, roi de France, 15 juillet 1789, après la prise de la Bastille)*



# “GILETS JAUNES”

“C’est une révolte?”

“Non, Sire, c’est une révolution!”

*(duc de La Rochefoucauld-Liancourt à Louis XVI, roi de France, 15 juillet 1789, après la prise de la Bastille)*



Nous avons récemment publié sur notre blog, au fur et à mesure que nous en prenions connaissance et qu’ils nous parvenaient, des documents produits par et autour du mouvement des « gilets jaunes » qui secoue la France depuis plusieurs semaines. Ce qui suit est une sorte d’introduction à l’ensemble de ces matériaux (introduction que nous publions habituellement avant, il est vrai).

Nous ne reviendrons pas sur l’histoire du mouvement, sur des événements ou des expressions particulières. Nous pouvons renvoyer les lecteurs intéressés vers différents sites web et blogs qui assument très bien cette tâche.

Ce dont nous voudrions parler ici, c’est de la manière dont nous abordons ce mouvement, comment nous l’analysons, comment nous évaluons son importance dans le cadre de la lutte des classes. Et nous ne voulons pas cacher que divers articles crachant sur ce mouvement produits et reproduits par beaucoup de groupes d’ultra-gauche ont été une inspiration (négative) pour cette contribution, ce que nous pourrions appeler : « Que NE PAS faire ».

Malgré que nous soyons conscients des nombreuses faiblesses exprimées par le mouvement et que nous soyons les premiers à les

critiquer, nous pouvons difficilement être d’accord avec la méthodologie utilisée par ces groupes – méthodologie qui limite le mouvement uniquement à ces faiblesses, qui généralise ces points faibles et ces illusions exprimées seulement par une partie des « gilets jaunes » comme si c’était la nature du mouvement, bref une analyse saisissant la classe comme une chose statique, sociologique, mécanique...

Nous n’allons pas passer en revue tous les arguments utilisés par l’ultra-gauche contre les « gilets jaunes », mais nous devons au moins mentionner les plus absurdes pour y répondre, pour remettre ce mouvement à sa juste place dans la lutte des classes, pour le remettre sur ses jambes et qu’il ne marche plus sur la tête...

**DEUX CONCEPTIONS DE LA CLASSE : LE PROLETARIAT EN TANT QU’ENTITE SOCIOLOGIQUE VERSUS LE PROLETARIAT EN TANT QUE FORCE EN LUTTE** \_\_\_\_\_

Beaucoup de ceux qui méprisent le mouvement des « gilets jaunes » prétendent qu’il s’agit d’un mouvement interclassiste, un mélange de bourgeoisie et de prolétariat, une multitude d’intérêts et de programmes historiquement opposés. Un tel point de vue est basé

sur une définition sociologique de la classe ouvrière : prolétaire = ouvrier, voire même ouvrier d'usine si possible.

Pour nous, le prolétariat n'est pas un groupe statique d'individus définis par leur salaire, mais plutôt une entité qui se structure dans la lutte et à travers la lutte, une force qui n'existe qu'en tant que potentialité durant les périodes de paix sociale et qui ne se transforme en une force réelle que dans la lutte, trempée dans son programme historique qu'elle exprime partiellement dans tout conflit avec le Capital.

Nous définissons bien sûr le prolétariat comme la classe exploitée, mais nous ne nous laissons pas bernier par de nouvelles formes de statuts sociaux que le capital invente pour être plus flexible, plus rentable. Tous ces petits commerçants, indépendants et cols blancs qui dérangent tant les « petits malins » de l'ultra-gauche partagent exactement les mêmes conditions de vie (parfois même pires), les mêmes problèmes, la même misère que les « prolétaires purs ».

C'est en fait une stratégie très réussie du Capital et de sa démocratie que de dissimuler différentes catégories du prolétariat sous le masque de différentes couches de la société afin d'empêcher la classe de se reconnaître, de s'unir. Et d'en présenter d'autres, qui sont en effet formellement des salariés, comme s'ils étaient des prolétaires, même s'ils restent objectivement de l'autre côté de la barricade.

*Le développement même de la démocratie se charge de cacher l'importance actuelle de la simplification/exacerbation des contradictions du capitalisme en effaçant en permanence les frontières de classe. Cela se voit ou s'est vu affirmé par des formes idéologiques spécifiques qui développent la confusion la plus complète et principalement celles basées sur un ensemble complexe de statuts formels et juridiques qui diviseraient la société – non pas en deux classes antagoniques – mais en un nombre indéterminé de catégories plus ou moins floues et élastiques.*

*Ainsi, par exemple, à un pôle de la société, un ensemble de formes juridiques pseudo-salariales tendent de camoufler la nature bourgeoise de structures entières de l'Etat. C'est le cas par exemple, des officiers de l'armée ou de la police, des haut-gradés de l'administration ou des entreprises, des bureaucrates de tout type... qui, sous ce couvert, sont rangés dans des catégories neutres, sans appartenance de classe ou, pire encore, sont assimilés à des « couches ouvrières ».*

*A l'autre extrême de la société se produit le phénomène complémentaire : un ensemble de formes juridiques de pseudo-propriété – coopératives « paysannes », réformes agraires, artisanats,... – camouflent objectivement l'existence d'immenses masses de prolétaires associées par le capital pour produire de la survaleur (c'est-à-dire dont le caractère salarial est déguisé).*

*Ce mécanisme, comme tant d'autres, tend à nous présenter comme opposés et comme ayant des intérêts particuliers, les différents secteurs du prolétariat : urbains/agricoles, actifs/sans travail, hommes/femmes, « ouvriers »/employés, travailleurs manuels/intellectuels... [GCI, Thèses d'Orientation Programmatique, thèse n°14]*

Enfin, la preuve ultime de la position sociale de ceux que certains gauchistes refusent d'appeler des prolétaires (la liste varie selon les groupes mais on peut retrouver cette approche vis-à-vis des indépendants, petits propriétaires, chômeurs, retraités, etc.), c'est le fait que la présence de ces couches sociales dans le mouvement ne change rien au programme du mouvement. Ces groupes de prolétaires « impurs » n'imposent aucun agenda de la petite bourgeoisie (comme certains voudraient nous persuader que c'est là leur intention), au contraire, ils rejoignent et développent la critique prolétarienne, le programme prolétarien.

Au lieu de ces pseudo-analyses sociologiques qui continuent d'occuper les gauchistes, le mouvement s'articule plutôt en se définis-

sant comme une classe antagoniste à la classe bourgeoise, à la société bourgeoise :

*Nous, travailleurs, chômeurs, retraités, nous vivons du salaire (y compris déguisé en chiffre d'affaire pour les auto-entrepreneurs) et des allocs. Ce salaire et ces allocs, on les obtient en vendant notre force de travail à un patron. Et c'est grâce à ça qu'il arrive à se faire de la thune, c'est grâce à ça que l'économie roule, sur notre dos. On peut comprendre les appels à l'unité au sein des gilets jaunes. Mais quand cette unité signifie marcher avec ceux qui nous exploitent au quotidien et avec leurs représentants politiques ce n'est plus de l'unité, c'est de la domestication. En réalité, nos intérêts sont irréconciliables et cela s'exprime aussi au niveau des revendications. [Jaune – Le journal pour gagner]*

Un autre argument courant que certains gauchistes utilisent, c'est que les « gilets jaunes » ne sont pas un mouvement prolétarien, parce qu'ils représentent une minorité, parce que la majorité de la classe n'y participe pas. Mais cette logique est complètement à l'envers. Nous pouvons difficilement reprocher à ceux qui luttent que les autres ne le font pas. Oui, le mouvement doit se répandre et se généraliser, oui, le reste de la classe doit s'arrêter de le regarder à la télévision ou d'en discuter sur Facebook, il doit le rejoindre dans la pratique. Et les « gilets jaunes » en sont assez conscients car on peut lire de nouveaux appels au reste de la classe pour les rejoindre.

Cependant, ce n'est pas la quantité qui peut être une mesure pour savoir si quelque chose est prolétarien ou non. Le mouvement s'est en effet développé depuis le début en nombre mais surtout dans son contenu. Les « gilets jaunes » ont dépassé, grâce à l'afflux des travailleurs et des chômeurs qui les ont rejoints, la forme originale d'un mouvement contre les impôts et ils continuent à créer un mouvement contre nos conditions de vie, devenant une lame de fond qui ébranle toute la société, en France du moins.

*Tout ce qui s'est vécu et continue de se vivre sur les ronds-points, les blocages ou les émeutes, a permis à tout un peuple de retrouver sa capacité politique, c'est à dire, sa capacité d'agir que même un RIC ne pourra pas contenir. [Gilets Jaunes. Fin de première manche ?]*

Et c'est ce contenu (qui s'inscrit tendanciellement dans le processus de négation pratique et théorique de l'Etat bourgeois, de l'économie, de l'idéologie...) qui le définit comme un mouvement prolétarien au-delà de la conscience de ses protagonistes, au-delà des drapeaux qu'ils agitent.

*Tout le secret de la perpétuation de la domination bourgeoise peut ainsi se résumer à la difficulté du prolétariat à se reconnaître pour ce qu'il est réellement ; à reconnaître dans la lutte de ses frères de classe (dans quelque partie du monde que cela soit et quelles que soient les catégories dans lesquelles la bourgeoisie le divise) sa propre lutte, condition indispensable à sa constitution en force historique. [GCI, Thèses d'Orientation Programmatique, idem]*

Ce n'est pas un hasard si ceux qui ont du mal à voir le prolétariat dans les « gilets jaunes » sont finalement ceux qui ont difficile à voir notre classe dans les révoltes des jeunes en banlieue ou les soulèvements hors d'Europe. Comme l'un des textes que nous publions le dit :

*La plupart des camarades hostiles à la mobilisation des gilets jaunes le sont avant tout parce qu'ils ont choisi de ne pas faire la séparation entre ce qui est dit (discours de légitimité très médiatisé) et ce qui est fait (les pratiques que les différents blocages énoncent). [Gilet ou gilet pas ? Il faut de l'essence pour tout cramer]*

Ils limitent le mouvement à ses faiblesses et ses idéologies sans voir le processus de leur dépassement.

L'histoire des luttes de notre classe nous montre que beaucoup de mouvements prolétariens similaires, surtout lorsqu'ils proviennent de l'extérieur des lieux de travail et ne sont donc pas directement confrontés à la production de marchandises, ont tendance à débiter avec

“Gilets jaunes”  
“C’est une révolte?” – “Non, Sire, c’est une révolution!”

des revendications liées à nos intérêts de classe d’une manière confuse. Tant que leur dynamique est sur une courbe ascendante, tant qu’ils attirent des prolétaires au-delà des frontières sectorielles et sociologiques que nous impose le Capital, tant que s’intensifie la confrontation avec l’Etat dans ses multiples incarnations, la nature de classe du mouvement devient de plus en plus claire.

Ceci conduit à la cristallisation de deux courants opposés dans le mouvement. Le courant prolétarien – qui jusqu’à présent a le dessus à l’intérieur du mouvement – pousse à des ruptures toujours plus profondes avec la société capitaliste : pas de dialogue avec la classe dirigeante, affirmation explicite de l’affrontement violent avec les forces répressives, tentatives d’étendre la lutte sur les lieux de travail, tentatives d’internationalisation de la lutte, etc. Un autre courant, social-démocrate celui-là, tente de pacifier la lutte et de la ramener dans le cadre démocratique de la citoyenneté – dans ce cas, représenté par toutes ces « vedettes médiatiques » provenant des rangs des « gilets jaunes », tous ces petits « leaders » qui tentent de transformer le mouvement en parti politique ou en syndicat, ou de le relier aux partis et syndicats existants, tous ces appels au référendum et aux révélations patriotiques.

Nous voulons souligner que la constitution du prolétariat en classe est un processus, un processus de lutte, un processus dans lequel notre classe clarifie sa position en tant que classe n’ayant qu’un seul et unique intérêt à défendre, un processus de rupture d’avec l’idéologie bourgeoise et ses forces matérielles :

*Ce colosse ne sait plus comment il s’appelle, ne se souvient plus de son histoire glorieuse, ne connaît pas le monde où il ouvre les yeux. Pourtant, il découvre, à mesure qu’elle se réactive, l’ampleur de sa propre puissance. Des mots lui sont soufflés par de faux amis, geôliers de ses songes. Il les répète : « français », « peuple », « citoyen » ! Mais en les prononçant, les images qui reviennent confusément du fond de sa mémoire jettent un trouble. Ces mots se sont usés dans les caniveaux de la misère, sur les barricades, les champs de bataille, lors des grèves, au sein des prisons. C’est qu’ils sont du langage d’un adversaire redoutable, l’ennemi de l’humanité qui, depuis deux siècles, manie magistralement la peur, la force et la propagande. Ce parasite mortel, ce vampire social, c’est le capitalisme !*

*Nous ne sommes pas cette « communauté de destin », fière de son « identité », pleine de mythes nationaux, qui n’a pas su résister à l’histoire sociale. **Nous ne sommes pas français.***

*Nous ne sommes pas cette masse faite de « petites gens » prête à s’allier avec ses maîtres pourvu qu’elle soit « bien gouvernée ». **Nous ne sommes pas le peuple.***

*Nous ne sommes pas cet agrégat d’individus qui ne doivent leur existence que par la reconnaissance de l’État et pour sa perpétuation.*

**Nous ne sommes pas des citoyens.**

*Nous sommes ceux qui sont obligés de vendre leur force de travail pour survivre, ceux dont la bourgeoisie tire ses profits en les dominant et en les exploitant. Nous sommes ceux que le capital, dans sa stratégie de survie, piétine, sacrifie, condamne. Nous sommes cette force collective qui va abolir toutes les classes sociales. **Nous sommes le prolétariat.** [Appel de « Gilets Jaunes » de l’Est Parisien]*

#### « BLOCAGE DE L’ECONOMIE » VERSUS SA DESTRUCTION \_\_\_\_\_

Beaucoup reprochent aussi au mouvement le fait qu’il ne fait pas réellement de mal à l’économie, qu’il ne bloque pas le flux des capitaux. Et un autre argument suit logiquement : il ne se développe pas sur les lieux de travail, donc il n’a rien à voir avec la façon dont les travailleurs s’organisent.

Rappelons tout d’abord que le mouvement n’est pas sans effet pour l’économie capitaliste. Les barrages sympathiques des ronds-points, tous ces gens qui dorment et se les gèlent sous des tentes, ne changeront sûrement rien. Mais n’oublions pas qu’il y a eu aussi des occupations réussies et des blocages de dépôts d’essence qui ont provoqué (trop peu de temps malheureusement) une pénurie de produits pétroliers et donc une panique sur le marché. N’oublions pas que les « gilets jaunes » ont également occupé de nombreux points de péage, laissant les gens emprunter les autoroutes gratuitement, ils ont aussi détruit des milliers de radars sur les routes de France. Et n’oublions pas non plus les émeutes, les destructions spectaculaires dans les centres-villes et les divers pillages qui représentent aussi un certain niveau d’attaque directe contre le capital, et donc réappropriation d’une petite partie de la richesse sociale produite par notre classe,



par nous autres prolétaires, juste un minuscule et infime moment du processus général d’expropriation des expropriateurs, de négation de la propriété privée des capitalistes [“Gilets jaunes” – La lutte continue]. En d’autres termes, les « gilets jaunes » ont fait beaucoup plus de mal à l’économie qu’aucune grève générale syndicaliste négociée et préparée avec les patrons longtemps à l’avance.

Mais bien sûr, tout cela n’est pas suffisant. Si le mouvement veut survivre, se renforcer, généraliser et développer sa critique pratique jusqu’aux conséquences ultimes, il doit aller plus loin. Et en effet pour cela, il doit s’organiser aussi sur les lieux de travail. Jusqu’à présent, ce n’était pas facile :

*Le mouvement des gilets jaunes s’arrête aux portes des entreprises, c’est-à-dire là où commence le règne totalitaire du patronat. Ce phénomène résulte de différents facteurs. Retenons-en trois : 1) L’atomisation de la production, qui voit un grand nombre de salariés travailler dans des (très) petites entreprises où la proximité avec l’employeur rend très difficile la possibilité de faire grève. 2) La précarité d’une grande partie des salariés, qui détériore gravement leur capacité à assumer une conflictualité dans les boîtes. 3) L’exclusion et le chômage, qui placent en dehors de la production bon nombre de prolétaires. Une grande partie des gilets jaunes est directement concernée par au moins l’une de ces trois déterminations.*

*L’autre composante du salariat, celle qui bosse dans les grandes sociétés et qui dispose d’une meilleure sécurité de l’emploi (CDI et statut) paraît être sous cloche, sur laquelle la puissante force du mouvement se rompt comme la vague sur le rocher. Un traitement particulier, composé d’efficacité managériale et de honteuse collaboration syndicale, est réservée à cette frange de la population travailleuse. La bourgeoisie a bien compris que cette catégorie des travailleurs a le pouvoir de frapper la production capitaliste en son cœur, par la grève générale illimitée. C’est pour cela qu’elle consolide la pacification en donnant des sussucres en formes de « primes de fin d’année exceptionnelles ». [Appel de « Gilets Jaunes » de l’Est Parisien]*

Mais la question est encore plus complexe. Une action « en usine » n’est pas une garantie de quoi que ce soit et la grève n’est pas synonyme d’une action révolutionnaire car c’est son contenu qui détermine son caractère. Des grèves de type syndical pour quelques miettes, « lorsque la situation de l’entreprise le permet », ne changeraient rien, même si elles échappaient au contrôle des syndicats, si elles étaient organisées par les travailleurs eux-mêmes ou si elles représentaient un pas vers la mystérieuse « autonomie ouvrière » (au sein du capitalisme) que ses partisans veulent construire par une multiplication de revendications.

L’organisation sur les lieux de travail ne peut pas être mise en opposition avec la nécessité de s’organiser sur une base de classe également à l’extérieur, dans toute la société. Faire cela signifie suivre la même logique que celle qu’applique la bourgeoisie afin de diviser le mouvement en bons travailleurs (dans les usines) et mauvais émeutiers (dans les rues). La citation qui suit à ce sujet pourrait être aisément désignée comme une véritable perle de la bourgeoisie bien que provenant d’un groupe qui se revendique « du communisme » :

*Les centres-villes sont un décor formidable pour la télévision et l’Internet mais ils sont totalement opaques et désincarnés quand il s’agit de frapper la chaîne de la valorisation du capital. Les pillages et les dégradations de ces centres-villes opulents sont des actes étrangers et parfois même hostiles aux centaines de milliers de travailleurs, le plus souvent pauvres, qui y sont exploités. Les protagonistes de ces actions violentes agissent comme des guerriers contre les futures luttes offensives du prolétariat, contre son autonomie, contre sa lutte contre l’exploitation et l’oppression. Ils doivent être considérés comme des supplétifs des forces armées de la bourgeoisie et des soutiens*

*objectifs de l’ordre et de l’État et du capital. [Mouvement Communiste/Kolektivně proti Kapitálu, GILETS JAUNES : Premières tentatives à chaud de formation du peuple pour un État encore plus fort et contre le prolétariat]*

Quand l’ignoble le dispute à l’abject !!! Soulignons également que nous pourrions démultiplier à l’infini, *ad nauseam*, de telles citations d’ultragauchistes qui s’autoproclament « avant-garde » du prolétariat révolutionnaire mais qui ne sont juste capables que de (dé)montrer où objectivement ils se situent et ce qu’ils défendent face à un mouvement de lutte qui ne correspond pas à leur écran de fumée idéologique et rhétorique... Nous ne les appelons en aucun cas à saisir plus dialectiquement la matière sociale et les processus de la guerre de classe qui se développe juste devant nos yeux. Nous disons simplement que leurs prises de position écœurantes les placent de l’autre côté de la barricade sociale, avec nos ennemis, et que le prolétariat, lorsqu’il se soulèvera globalement, devra passer sur leurs cadavres...

Mais continuons maintenant avec ce que nous disions plus haut, l’action sur les lieux de travail est nécessaire, non pas pour négocier un petit quelque chose pour les travailleurs de telle ou telle entreprise ou telle branche industrielle, mais pour proposer un contenu radical. Il ne s’agit donc pas d’une grève, ni même d’une grève générale, il ne s’agit pas seulement de bloquer l’économie, mais de prendre le contrôle de la production et la transformer pour satisfaire les besoins du mouvement et détruire la logique du marché et de la valeur qui est la cause de ce mouvement.

*Nous devons employer l’extraordinaire force doublée de détermination que ce mouvement développe pour réaliser ce que des millions d’exploités souhaitent depuis tant d’années, sans jamais y être parvenus : paralyser la production de l’intérieur, décider des grèves et de leur coordination en assemblées générales, unir toutes les catégories de salariés, dans une même optique de renversement du système capitaliste et de réappropriation de l’appareil de production. [Appel de « Gilets Jaunes » de l’Est Parisien]*

Mais nous n’en sommes pas encore là et il n’est pas sûr que le mouvement puisse aller aussi loin.

#### **LES « GILETS JAUNES » SONT UN MOUVEMENT CONTRADICTOIRE, MAIS CERTAINEMENT PAS CONTRE-REVOLUTIONNAIRE**

Plus tôt dans ce texte, nous avons parlé de la constitution du prolétariat en classe aussi bien qu’en tant que processus de ruptures. Ce processus comprend nécessairement une série permanente d’affrontements entre la classe qui est en train de s’affirmer, sa conscience ré-émergente obtenue dans et par la lutte pratique, et la fausse conscience profondément enracinée dans l’esprit de chaque individu, fausse conscience qui est la pierre angulaire de toute fausse communauté de « citoyens », de « peuple » ou de « nation ». Il serait fou de s’attendre à ce que tout mouvement puisse passer outre ce processus de développement des ruptures et avoir une conscience de classe claire dès le début, et il serait également fou de condamner un mouvement parce qu’il ne l’a pas à un certain stade de son existence. Ce qui est important, c’est que cette dynamique de clarification existe, que le programme prolétarien apparaisse toujours plus explicite en opposition à toute tentative de récupération politique et syndicale. Si le résultat de cet affrontement est loin d’être clair à ce stade, il est évident que ce conflit existe, qu’il continue à se développer à l’intérieur même du mouvement des « gilets jaunes », comme cela apparaît toujours dans tout mouvement prolétarien.

Nous pouvons déjà voir des ruptures très importantes avec les actions traditionnelles des syndicalistes. Comme le résume l’un des textes que nous publions :

“Gilets jaunes”

“C’est une révolte?” – “Non, Sire, c’est une révolution!”

*Le mouvement s’est développé en dehors et dans une certaine mesure aussi contre les structures traditionnelles (partis, syndicats, médias...) dont le capitalisme s’est doté afin de rendre inoffensive toute critique pratique. (...) Même si les médias tentent d’enfermer les manifestants dans le cadre de la « lutte contre les impôts », la consigne universelle est plutôt « lutte contre la pauvreté en général » dans toute sa complexité (bas salaires, prix élevés, perdre sa vie à la gagner, aliénation...) et donc, en définitive, elle remet en question l’ordre capitaliste en tant que tel. Le mouvement est organisé au niveau régional et dépasse les divisions habituelles des syndicalistes selon les branches de production. (...) Le mouvement, ou une grande partie, est radical et donc violent et il l’assume. (...) ce qui rend difficile l’utilisation des tactiques habituelles de la bourgeoisie pour diviser le mouvement en « bons manifestants » et « mauvais casseurs ». (...) Rien n’est sacré pour le mouvement, pas de symboles, pas de légendes, pas d’identité, pas d’idéologie qui ne puissent être brûlés, détruits, éradiqués. [“Gilets jaunes”... “Communards”... “Sans-culottes”... “Va-nu-pieds”... “Dammés de la terre”...]*

Nous sommes bien sûr très critiques à l’égard du mouvement des « gilets jaunes ». Il n’est pas très difficile de décrire les faiblesses les plus évidentes du mouvement. Ce qui nous donne de l’espoir, c’est qu’aucune de ces faiblesses n’est exprimée par le mouvement dans son ensemble, pas même par sa majorité et chaque fois que telle ou telle version de l’idéologie bourgeoise apparaît, elle doit faire face à une critique venant du mouvement lui-même. Chaque question exprimée par le mouvement est l’objet de contradictions, de discussions critiques et d’un conflit plus ou moins violent entre le rejet et l’acceptation de l’idéologie bourgeoise. C’est le processus que nous avons mentionné plus haut – la ligne de rupture avec l’Etat n’existe pas seulement dans les affrontements de rue, elle s’exprime aussi à l’intérieur du mouvement.

La question du nationalisme, tellement mise en avant par les médias, est un exemple de ce processus. Oui, en effet, nous avons également vu des drapeaux nationaux ou régionaux lors de manifestations et de blocages. Oui, en effet, nous avons aussi lu l’histoire de certains manifestants qui ont livré des réfugiés à la police. Mais nous en avons vu d’autres aider des migrants, exprimer leur solidarité avec le prolétariat en lutte dans d’autres pays, appeler à l’unité non pas sur la base d’une communauté de cartes d’identité ou de couleur de peau, mais sur une base classiste. Ce qui est important pour nous en tant que communistes, ce n’est pas ce que pense individuellement tel ou tel « gilet jaune », mais ce que le mouvement dans sa globalité apporte à la lutte des classes, dans laquelle la rupture avec le nationalisme est un élément important. Cela signifie être en opposition à la position nationaliste, lutter contre elle à l’intérieur du mouvement, imposer cette rupture au mouvement. Il existe de nombreuses expressions écrites ou non écrites de cette lutte à l’intérieur des « gilets jaunes » :

*Mais, cette liste [la première liste de 42 revendications rédigée par la partie réformiste du mouvement en décembre 2018, note de GdC], c’est aussi l’expression limpide d’une tendance nationaliste, avec quatre mesures contre les étrangers, à mille lieues de nos problèmes et à dix mille de leur solution. Faut être borné pour croire que les problèmes en France viennent d’ailleurs. Qu’une sortie de l’Europe nous permettrait de vivre bien ou que la chasse aux sans-papiers fera monter notre salaire. C’est d’ailleurs précisément l’inverse qui se passerait. (...) Les fachos veulent juste se faire une plus grande place à la table des exploités en faisant du Trump. Et nous n’avons absolument aucune raison de les y aider.*

*En réalité, cette liste de revendication, tout le monde s’en fout. Il n’y a que les politiciens pour espérer en tirer quelque chose et bien sûr, les médias et le gouvernement, qui ne manqueront pas l’occasion de nous faire passer pour des nervis d’extrême droite. Mais, comme quand on appelle quelqu’un par un prénom qui n’est pas le sien, nous n’avons pas prêté attention. [Jaune – Le journal pour gagner]*

Il en va de même pour les illusions sur la démocratie (directe ou participative), les référendums, le président, les élections, etc., la critique apparaît toujours plus forte :

*(...) une autre initiative, plébiscitée par de nombreuses organisations politique de l’extrême gauche à l’extrême droite, allait bientôt nous donner du fil à retordre : le RIC au nom du peuple et de la démocratie. (...) C’est la propagande bourgeoise qui nous fait croire qu’avant d’être des prolos, nous sommes des citoyens, que la vie des idées précède celle des conditions matérielles. Pourtant, la République ne remplit pas le frigo. C’est sur cette illusion que le RIC a surfé. Il faut avouer qu’à première vue, la proposition était séduisante. On nous disait qu’avec ça, on allait enfin pouvoir être entendus directement, qu’on pouvait reprendre le pouvoir sur notre vie. C’est nous qui décidions de tout. Et sans lutter en plus, sans risquer sa vie sur les ronds-points et dans les manifs, juste en votant, sur son ordi dans son salon, les pantoufles au coin du feu qui crépite ! Mais dans le commerce, quand on a un produit à vendre, on ment : « Oui, une fois qu’on a le RIC, on peut tout faire passer ! ». C’est faux. Déjà, quel comble de demander l’avis aux bourgeois pour savoir s’ils sont d’accord pour nous augmenter ! [Jaune – Le journal pour gagner]*

*Cet aménagement démocratique ne réglerait rien, quand bien même il serait adopté. Il étirerait juste l’élastique électoral tout en maintenant le rapport entre les classes sociales – ses conditions ainsi que ses enjeux – avec en sus la fortification du réformisme juridique, ce parent pauvre du déjà illusoire réformisme économique. Cela reviendrait à cautionner un peu plus directement l’asservissement ordinaire. [Appel de « Gilets Jaunes » de l’Est Parisien]*

Il en va de même pour la consigne « Macron démission » :

*Pour contrer le RIC, certains d’entre nous ont dit : pas besoin de RIC pour gagner, on veut la démission pure et simple de Macron. Cette*

## A l’époque de l’esclavage, les syndicats auraient négocié la longueur de la chaîne



*revendication a la bonne idée de mettre à l'honneur notre action, de recentrer le débat sur notre force collective. En effet, c'est la rue qui fera partir Macron, pas les urnes. Mais, juste après avoir dit ça, tout le monde se pose la question : qui le remplacera ? C'est justement là où le bât blesse. Macron, aussi arrogant qu'il soit, est remplaçable et son successeur fera exactement la même chose pour défendre le profit. Il faut clairement jeter le bébé avec l'eau du bain. Les institutions qui existent sont là pour défendre la logique de l'argent et de l'exploitation. [Jaune – Le journal pour gagner]*

#### EN DEHORS ET CONTRE LES SYNDICATS

Comme nous l’avons dit, le mouvement des « gilets jaunes » s’est développé à partir de son refus des structures traditionnelles d’encadrement bourgeois que sont les partis politiques et les syndicats. Dès le début du mois de décembre, les syndicats (toutes tendances confondues) se sont comme d’habitude mis au garde-à-vous devant le gouvernement qui cherche un moyen de désamorcer un mouvement social qui risque de s’étendre à d’autres secteurs du prolétariat : les dénonciations d’interclassisme sont lancées dans une tentative désespérée des syndicats de décourager ses membres à rejoindre les « gilets jaunes ».

Aujourd’hui, on assiste à des velléités de « convergence des luttes » et encore une fois le mouvement est divisé et hésitant : certains « gilets jaunes » appellent à directement collaborer avec les structures centrales des syndicats, d’autres par contre refusent cette collaboration mais appellent les prolétaires dans les entreprises à entrer à leur tour dans la lutte, ce qui est profondément correct. Des appels ont été lancés visant à prolonger la « journée d’[in]action nationale » du 5 février (à l’appel des syndicats et principalement de la CGT) et à la transformer en « grève générale illimitée ». Nous tenons à mettre en garde, si besoin en était, les camarades « gilets jaunes » quant à la nature profonde des syndicats et du syndicalisme.

La fonction des syndicats s’est toujours révélée ouvertement dans les moments de lutte, par leur empressement à éteindre l’incendie social. Les syndicats, dont le rôle est normalement et précisément de prévenir ce genre d’explosion, de servir de tampon et au besoin d’encadrer toute expression autonome de notre classe, tentent de freiner la lutte en feignant d’organiser ce qui les dépasse. Si après avoir sapé nos luttes pendant des décennies, les syndicats n’ont plus vraiment la cote, le mouvement des « gilets jaunes » qui se déroule en-dehors d’eux en est une nouvelle preuve.

Mais une forme plus subtile se déploie pour reprendre en mains nos luttes subversives et elle se retrouve dans toutes les luttes actuelles, c’est ce que nous pourrions appeler globalement le parlementarisme ouvrier. Même lorsque des luttes éclatent sur base d’une rupture formelle avec les syndicats, même si un certain niveau de violence est assumé par les prolétaires, jamais cette rupture n’est consommée globalement, poussée jusqu’à ses ultimes conséquences : c’est-à-dire s’organiser non pas seulement en-dehors des syndicats, mais aussi contre eux. Ce qui signifie rompre radicalement non seulement avec des organisations, mais surtout avec une pratique : le syndicalisme, qui n’est jamais que la négociation de la vente de notre force de travail avec nos exploitateurs...

#### DES « ASSEMBLÉES POPULAIRES » A L’ASSEMBLÉISME !?

4Dès le début du mouvement des « gilets jaunes », nombre de sectes d’ultragauche idéalistes et idéologiques l’ont dénoncé car il ne s’organisait pas en « assemblées générales », considérées comme le saint Graal. Depuis lors, circulent des nouvelles de la mise en place d’assemblées à Commercy, Saint-Nazaire, Montreuil, etc., sans comp-

ter les assemblées « informelles » organisées autour des ronds-points occupés et des divers blocages.

D’une part, le prolétariat a historiquement toujours structuré sa lutte autour d’assemblées, de coordinations, de conseils, de soviets, de communes, de comités, etc. Nous ne pouvons donc que saluer le fait que des prolétaires reprennent leur lutte en mains, qu’ils se rencontrent, qu’ils discutent ensemble, qu’ils s’organisent, qu’ils échafaudent des plans pour l’avenir, qu’ils se réapproprient mille et un aspects de la vie, qu’ils développent la convivialité, la camaraderie, qu’ils participent à « libérer la parole »,... d’autre part, nous tenons à mettre en avant qu’aucune structuration, quelle qu’elle soit, ne sera jamais une garantie quant au déroulement et au contenu de nos luttes.

Au contraire même, la pratique du démocratisme, de l’assembléisme, du fétichisme de la massivité dans les structures de luttes marque souvent un frein à l’extension et à la radicalisation des luttes. Si les prolétaires rejettent les syndicats, ils risquent néanmoins de reproduire au sein de leurs « assemblées » la même pratique syndicale, réformiste, etc. L’émergence de la « démocratie directe des ronds-points », la tenue de larges « assemblées générales » ouvertes à tous, signifie souvent la pratique du syndicalisme sans syndicat. Les « assemblées » et leur « magie » des délégués « élus et révocables à tout moment » n’ont jamais constitué aucune garantie formelle. Historiquement, notre seule garantie, c’est notre pratique sociale. Ce n’est jamais la forme qui prime, mais toujours le contenu...

En outre, le démocratisme ambiant dans ces « assemblées » fait que tout le monde peut s’exprimer « librement », les grévistes comme les briseurs de grévistes, les radicaux comme les conciliants : on « libère la parole » (et il est évident ici que nous ne revendiquons pas la « liberté d’expression » dont notre ennemie la démocratie fait tellement l’apologie pour mieux nous faire parler, nous faire taire) mais souvent on libère aussi la parlotte au détriment de l’action directe. A quoi cela rime-t-il de voter de grandes résolutions très « radicales » si le prolétariat ne casse pas les forces d’inertie qui bloquent l’extension et le développement de la lutte !?



— VIDÉO : « Appel des Gilets Jaunes de Montreuil : réponse à Commercy » —

“Gilets jaunes”  
“C’est une révolte?” – “Non, Sire, c’est une révolution!”

## ET APRES ?

Nous avons essayé de montrer ici que le mouvement des « gilets jaunes », comme tout mouvement prolétarien dans le passé, est contradictoire. Pour le moment, y sont présentes à la fois des expressions de l’idéologie de la société bourgeoise sous forme de fausse conscience de notre classe, mais aussi des intérêts prolétariens, du but final de détruire le capitalisme. Et son contenu prolétarien est confronté à deux dangers : la réaction et le réformisme.

Mais la fausse conscience ne peut et ne doit être dépassée que dans et à travers la lutte, dans l’expérience de notre classe qui naît et se régénère dans chaque nouveau conflit ouvert entre les classes. La tâche des communistes n’est pas de cracher sur un mouvement parce qu’il n’est pas assez pur, parce qu’il ne fait pas référence à de bonnes sources ou parce qu’il y manque tel ou tel aspect que nous considérons important :

*Pour ceux qui caressent encore ce désir, comment imagine-t-on que la révolution puisse éclater ? Pense-t-on vraiment que ce sera l’œuvre d’une convergence de mouvements sociaux, tous dotés de leur juste revendication, mus par des décisions prises à l’unanimité au cours d’assemblées où l’idée la plus radicale emportera le morceau ? Et donc avec un scénario de ce genre : naît un mouvement à la cause impeccable, à sa tête se trouvent les militants les plus illuminés qui le guident de bataille en bataille en obtenant des victoires enthousiasmantes, ses rangs grossissent, sa réputation s’accroît, son exemple se diffuse de manière contagieuse, d’autres mouvements similaires surgissent, leur puissance se rencontre, ils s’alimentent et se multiplient réciproquement, jusqu’à arriver à l’affrontement final au cours duquel l’État est enfin abattu... Quel beau récit ! Qui l’a produit, Netflix ? A quel épisode on en est ? Si on ne veut pas en rire, on peut toujours rester sérieux. (...)*

*Parce qu’au cours de l’histoire, l’étincelle des émeutes, insurrections et révolutions a presque toujours surgi non pas de profondes raisons mais de simples prétextes (par exemple : le déplacement d’une batterie de canons a déclenché la Commune de Paris, une protestation contre le rata de la marine militaire a allumé la révolution spartakiste, le suicide d’un vendeur à la sauvette a lancé le dit Printemps arabe, l’abattage de quelques arbres a entraîné la révolte du Parc Gezi en Turquie), nous trouvons vraiment embarrassant ceux qui face à ce qui se passe avec les gilets jaunes (...) n’acèrent leur regard que pour y trouver des traces du programme communiste, ou de la pensée anarchiste, ou de la théorie radicale, ou de la critique anti-industrielle, ou... Après quoi, suite à la déception de ne pas avoir discerné dans la rue de contenus suffisamment subversifs, de ne pas avoir compté de masses suffisamment nombreuses, de ne pas avoir remarqué des origines suffisamment prolétariennes, de ne pas avoir constaté de présences*

*féminines suffisamment paritaires, de ne pas avoir entendu un langage suffisamment correct –on pourrait allonger la liste à l’infini– il ne reste qu’à s’horrorifier et demander à qui peut bien profiter toute cette agitation sociale. [Finimondo, Di che colore è la tua Mesa?]*

La tâche des communistes n’est pas non plus d’approuver tout ce que fait le mouvement. La tâche des communistes est de saisir le mouvement sur base de sa dynamique radicale, d’encourager cette dynamique à se développer comme praxis révolutionnaire, en faveur du projet révolutionnaire du prolétariat. En tant que communistes, nous devons accompagner la classe dans sa lutte de clarification de ce projet contre la réaction et la réforme, pour constituer le lien entre la lutte actuelle et les luttes passées de notre classe tout en partageant l’expérience acquise de ces dernières en tant que classe, et aussi entre la lutte actuelle et les luttes à venir afin de tirer des leçons de celle-ci pour le futur, en bref pour représenter la lutte historique de notre classe.

Nous sommes conscients du fait que ce n’est pas facile. Les « gilets jaunes » sont un mouvement contradictoire comme tout autre mouvement prolétarien dans l’histoire. Et peut-être qu’il n’en sortira rien dans l’immédiat, si ce n’est une forte expérience de lutte et de ruptures, renforçant notre « mémoire de classe ». Mais il est difficile de saisir un mouvement à travers le prisme de ce qu’il devient quand il est vaincu (surtout si la défaite est loin d’être achevée).

D’autre part, une partie du mouvement a déjà ouvert une rupture avec la société bourgeoise, son idéologie et ses institutions – syndicats, partis de gauche ou de droite, union nationale antiterroriste, etc. Et le contenu prolétarien du mouvement peut ouvrir la voie à des luttes de classe plus larges.

**Finalement, au risque de paraître provocateur, nous affirmons que tout le battage médiatique autour du mouvement des « gilets jaunes » ne peut en aucun cas nous faire oublier cette chose essentielle qu’il n’existe pas de mouvement « gilet jaune », que celui-ci n’a jamais existé et ne saurait exister. Et cela pour une raison simple, fondamentale, incontournable : c’est qu’il n’existe ni classe ni projet social « gilet jaune »...**

**Ici et maintenant, partout et toujours, c’est prolétariat contre bourgeoisie, deux classes sociales aux projets résolument antagoniques...**

**Il n’y a en effet que deux projets qui s’affrontent pour le devenir de l’humanité : d’un côté, le processus historique d’abolition des rapports sociaux capitalistes et de son Etat, fauteurs de misère, de guerre, d’exploitation, d’aliénation, d’oppression, de domination... de l’autre côté, les forces de conservation de ce cauchemar...**

★ Guerre de Classe – hiver 2018/19 ★



Téléchargez nos matériaux au format PDF sur [autistici.org/tridnivalka](http://autistici.org/tridnivalka)

# GILETS JAUNES. FIN DE PREMIERE MANCHE ?

par “Rouen dans la rue”

*Depuis l’acte III, moment de pic d’intensité du mouvement en termes de blocage et d’émeute, le gouvernement a déployé sa machine contre-insurrectionnelle comme jamais. Il lui a fallu ressortir du placard les vieux manuels sur l’art de faire la guerre à sa population tout comme ceux sur l’art de la tromper.*

Si le pouvoir aura effectivement réussi à contenir l’acte V, cela n’aura pas été sans fragiliser peut-être définitivement sa façade « démocratique ». Il n’est pas sans conséquence, en matière de fidélité entre un peuple et ses gouvernants, de mentir ouvertement, de truquer des photos et des chiffres, d’interpeller et de blesser autant de manifestants ou de simplement les interdire massivement de manifester.

## L’usage de la force

89 000 policiers déployés sur tout le territoire français deux week-ends de suite. 9 000 pour la seule ville de Paris. Rappelons-le, c’est la première fois de toute son histoire que la France utilise des blindés sur la capitale. Sur le seul acte IV, plus de 2 000 personnes ont été interpellées. Une grosse partie l’ont été préventivement pour simple détention de matériels défensifs tels que des masques anti-poussières. Des centaines de personnes ont été blessées. Ce sont des dizaines d’images qui resteront gravées, celles de policiers en civil, canardant sans répit des manifestants et journalistes retranchés derrière un murée, ou simplement celles des mains arrachées.

Nous ne pouvons nous empêcher de voir dans une telle violence la volonté politique assumée d’intimider les manifestants, de les effrayer, de les dissuader de descendre dans la rue. Pourtant, des milliers de personnes ont de nouveau convergé sur la capitale pour l’acte V. En plus de cette vaste opération de dissuasion largement relayée médiatiquement, 50 stations de métro étaient fermées, les accès à Paris intramuros bouclés, interdisant littéralement à des milliers de personnes venues en bus le simple fait de manifester. Pour ceux qui auront réussi à outrepasser tous les obstacles de ce parcours du combattant, on leur confisqua même le gilet jaune.

## La manipulation médiatique

L’allocution de Macron, bien que largement critiquée, n’aura pas été sans effet pacificateur. Sur tous les gros titres, nous pouvions lire « le SMIC augmenté de 100 euros », « des avancées majeures obtenues ». Il est laborieux de revenir point par point sur chacune de ces annonces, mais celle sur le SMIC est probablement la plus aberrante.

C’est bien la prime d’activité (et non le SMIC) qui a été augmentée de 100 euros (une grosse partie de cette augmentation était de toute façon déjà prévue) et celle-ci ne concerne que 25% des SMICards (ceux dont le foyer fiscal est inférieur à un certain quota et qui peuvent effectivement bénéficier de cette prime). D’autres entourloupes ont été sciemment diffusées par un certain nombre de grandes chaînes. Ce n’est qu’une question de temps pour que tous les bernés ne s’en offusquent, et qui sait comment.

**Le triste événement survenu à Strasbourg la semaine passée a lui aussi fait l’objet d’une instrumentalisation indécente à l’encontre du mouvement.** Outre les débats qui ont pu émailler les groupes Facebook de Gilets Jaunes autour de

la théorie du complot, le gouvernement s’est ressaisi de cette affaire non seulement pour renforcer la stigmatisation habituelle de la population musulmane, intensifier sa fuite en avant sécuritaire mais aussi faire peser sur les Gilets Jaunes la sur-sollicitation des forces de l’ordre qui a pu indirectement favorisé une telle attaque. C’est ainsi, qu’en plus d’avoir largement disséminé la peur chez les manifestants, on leur rajoutait la culpabilité d’une attaque meurtrière. Dès lors, on justifiait d’avance l’éventuelle violence et les cassages de gueule en règle par des policiers à bout sur ceux qui daignaient aller manifester.

## Fin de la première manche ?

Bien qu’une fois encore les chiffres de la mobilisation de l’acte V furent largement sous-estimés, on peut affirmer que le mouvement a enregistré l’une de ses premières baisses d’intensité. L’approche de la période de Noël couplée aux techniques contre-insurrectionnelles explicitées précédemment impactent inévitablement la mobilisation. Les ronds-points tentent de résister aux menaces d’évacuation. C’est un phénomène d’asphyxie qui s’est abattu sur le mouvement Gilet Jaune dont la colère ne s’est absolument pas dissipée. Il est indéniable que cette dernière continuera de gronder souterrainement jusqu’à son prochain soubresaut (soirée du nouvel An ?). Au prochain faux-pas gouvernemental, il n’est pas incertain que l’expérience commune des Gilets Jaunes les portera cette fois jusqu’à la démission de Macron. **Tout ce qui s’est vécu et continue de se vivre sur les ronds-points, les blocages ou les émeutes, a permis à tout un peuple de retrouver sa capacité politique, c’est à dire, sa capacité d’agir que même un RIC ne pourra pas contenir.**

<https://rouendanslarue.net/gilets-jaunes-fin-de-premiere-manche/>  
[rouendanslarue@riseup.net](mailto:rouendanslarue@riseup.net)



VIDÉO : « Acte IV – On prend paris ! »

## FINIES, DEPASSEES, IMPOSSIBLES, LES REVOLUTIONS SOCIALES, DISIEZ-VOUS ?!!!

par “Matière et Révolution”

Qui sont les gilets jaunes se demandent hypocritement les gouvernants, les journalistes et les politiciens. Des patrons, des professions libérales, des petits bourgeois, disaient-ils ! Des ultragauches ou des extrême-droites, des aventuriers, des casseurs professionnels, des excités ?!!! Tentatives ridicules de discréditer les gilets jaunes : moyens pitoyables face à un mouvement de masse !!!!

Le principal slogan des gilets jaunes « Y’en a marre de la misère ! » nous le dit : ce sont ceux qui commencent à ne plus supporter de devoir vivre dans le dénuement...

C’est d’ores et déjà une insurrection des misérables, des opprimés, des exploités !

C’est la révolution sociale qui est « en marche » !!!

Toutes les forces coalisées de la répression, de la réforme, de la négociation, de la compromission, de l’opportunisme n’y ont rien pu : quand il le faut, les masses prolétariennes reprennent la direction de leur propre avenir en commençant par se réunir, se parler, décider, agir par elles-mêmes en se passant de tous les encadreurs politiques et sociaux que les classes possédantes s’étaient ingénérées à leur mettre partout pour les entraver.

Nous n’oublierons jamais, par exemple, que les dirigeants de tous les syndicats auront tout fait pour faire croire que les gilets jaunes étaient un mouvement fasciste, de petits bourgeois enragés et hostiles à la classe ouvrière !!! Si cela échoue, si ce mouvement est le plus important mouvement prolétarien depuis longtemps, ils auront tout fait pour l’empêcher, pour le casser dès son démarrage et tout au long !

Ce qui gêne les syndicats dans le mouvement des gilets jaunes, c’est l’auto-organisation et l’insurrection et on ne peut que le remarquer après une journée d’action commune samedi dernier, la CGT centrale restant hostile alors que les militants locaux sont souvent fondus dans le mouvement des gilets jaunes et que la CGT se garde de relier les grèves et le mouvement, et refuse de constituer des comités de travailleurs dans les entreprises. La CGT est absolument contre l’auto-organisation et l’insurrection. Cela doit être retenu pour la suite : ces organisations de gauche ou syndicales réformistes ne sont pas des amis de la révolution sociale qui monte...

Oui, c’est bel et bien le caractère insurrectionnel des gilets jaunes qui s’oppose au caractère pépère et sans lendemain des mouvements initiés par les appareils syndicaux depuis des années, par les intersyndicales comme par la seule CGT. Car les journées d’inaction syndicales étaient tout le contraire de ce mouvement : ni interprofessionnelles, ni auto-organisées, ni incontrôlables, ni menaçantes pour le pouvoir et pour les classes possédantes, ni radicales dans leurs objectifs et leurs perspectives, ni explosives et extensives, ni dangereuses en rien pour nos ennemis.

Jamais les appareils syndicaux n’ont voulu le contrôle de la lutte par ceux qui y participent. Jamais ils n’ont voulu que le pays entier soit bloqué, soit barricadé, soit en révolte. Jamais ils n’ont voulu que l’ensemble de la classe possédante, tous les profiteurs soient mis en cause. Jamais ils n’ont voulu globaliser les révoltes sociales, les unir en un seul mouvement et lancer celui-ci contre les possédants, contre les exploités, contre les profiteurs !!! Jamais ils n’ont accepté la spontanéité de la lutte et reconnu la capacité des travailleurs, en dehors des états-majors syndicaux spécialistes en défaites ouvrières, de décider eux-mêmes, d’organiser eux-mêmes, de mener eux-mêmes les luttes sociales.

Et jamais ils n’ont permis que les luttes ouvrières, aussi importantes et suivies soient-elles, se fassent craindre des classes possédantes alors que les gilets jaunes ont aujourd’hui craints des classes possédantes et même au-delà des frontières ! Car leur exemple s’étend au-delà des frontières !!!

Dans le contenu social de la lutte, les Gilets Jaunes sont bien plus radicaux que ne l’ont jamais été les gauches réformistes, y compris les gauches de la gauche, les syndicats et les extrêmes gauches opportunistes. Mettre en cause les impôts, ces gens bien rangés ne l’ont jamais fait ! Mettre en cause les banques, non plus !

Macron a écarté d’un revers de main les revendications des Gilets pour plus de services sociaux et moins de taxes, qu’il a traitées d’enfantines et de déraisonnables : « On doit expliquer aux gens ce qu’il y a en face de leur impôt... Si personne ne le fait, tout le monde va croire que c’est normal que l’école soit gratuite ou que la collectivité paye quand on arrive en fin de vie. » En fait, les revendications de moins de taxes et de plus de services publics ne sont pas enfantines ; elles nécessitent l’expropriation de la classe dirigeante capitaliste...

Certes, Macron se sert de la violence [...] dans les manifestations et blocages pour dénoncer le mouvement, le discréditer moralement. Mais la véritable violence n’est-elle pas celle des possédants et de leur gouvernement ? N’est-ce pas eux qui ont poussé des pères tranquilles, acculés à la misère, à se révolter ? N’est-ce pas eux qui ont poussé des mères de familles, y compris des mères célibataires, qui ne peuvent plus disposer du minimum pour les charges qu’ils assument, à se jeter dans la rue, quitte à risquer les coups de matraques et les gaz lacrymogènes et même les arrestations !

La violence, c’est celle des classes possédantes qui clament : il nous en faut toujours plus, plus de milliards de profits sur le dos de tous ceux qui vivent de leur travail !

Ce n’est pas un hasard si tout le monde commence à comparer la situation politique et sociale à celle de l’Ancien Régime, celle d’une classe possédante et de son pouvoir complètement discrédités au point que les masses opprimées et exploitées ne comptent plus que sur l’insurrection pour imposer le changement indispensable !

Dans tout le pays, la liaison est en train de se faire entre tous ceux qui sont exploités, opprimés, écrasés, poussés à bout. Et maintenant, la seule véritable perspective, c’est que la classe ouvrière s’organise en comités de travailleurs, s’assemble dans les entreprises, discute et décide de ses revendications et de son programme d’action. Là où cela commence à se faire, les réticences des syndicats sont vite bousculées...

Si Macron et ses mandats les exploités ont fini par mettre le feu aux poudres par leurs exactions, concussions, détournements, vols et prévarications sans fin, on pourra dire que la révolution sociale est bien la seule chose qu’ils n’auront pas volée !!!

Au cours du mouvement des gilets jaunes, la bourgeoisie entraîne ses forces de l’ordre à la répression des insurrections et y habitue la population... Mais elle est en train de mener aussi très sûrement les prolétaires à l’insurrection sociale !

On pourra bientôt retrouver le slogan des prolétaires parisiens de 1871 : « Vive la Commune ! »

<https://www.matierevolution.fr/spip.php?article5171>

## GILET OU GILET PAS ? IL FAUT DE L'ESSENCE POUR TOUT CRAMER

par "19h17.info"

**Depuis une semaine maintenant, un mouvement contre la vie chère se dessine sur l'ensemble du territoire français, mais également dans d'autres pays d'Europe. Ce mouvement ne ressemble à rien qu'on ait connu auparavant. Si les premiers indices n'étaient pas des plus réjouissants, la réalisation de ce mouvement doit nous permettre de recalibrer notre position.**

Dans un monde qui n'est plus que capitaliste, où l'identité ouvrière a été piétinée depuis longtemps, il est logique que les repères politiques du mouvement ouvrier n'aient pas la côte dans les explosions sociales de la période. Pourtant nous avons tous observé la force subversive des mouvements comme le LKP ou encore le récent embrasement guyanais contre la vie chère. Dans ce mouvement des gilets jaunes, il y a deux étapes que nous devons distinguer pour comprendre l'intérêt de cet événement : l'apparition et la réalisation.

La plupart des camarades hostiles à la mobilisation des gilets jaunes le sont avant tout parce qu'ils ont choisi de ne pas faire la séparation entre ce qui est dit (discours de légitimité très médiati-

sé) et ce qui est fait (les pratiques que les différents blocages énoncent). Ce qui, du point de vue la période actuelle, est une erreur. On ne peut pas à la fois critiquer la sclérose des mouvements sociaux traditionnels et rejeter en bloc des espaces de contestation qui, bien que sans repères politiques, mettent en jeu la question de la vie chère, donc de la vie impossible des prolétaires. L'objectif de cette adresse est d'offrir un autre point de vue sur les événements et de comprendre en quoi, si le mouvement prend le tour de la critique de la vie chère, la présence des partisans de la révolution y est logique.

### Apparition

La pétition à l'origine de la mobilisation date de mai 2018. Elle n'a donc pas tout de suite fait le buzz. C'est à la suite d'une nouvelle hausse du prix du carburant que cette pétition prend une ampleur considérable et se transforme en point de départ d'une mobilisation réelle, dans les rues et sur les routes contre la hausse du prix du carburant. Il faut dire qu'en un an, le gazole a pris 24 % d'augmentation, et l'essence 14 %. C'est bien sûr les prolétaires qui sentent le plus clairement cette hausse et voient leur reste à vivre se réduire comme peau de chagrin. Face à la fatalité des fluctuations du cours du pétrole, la principale cible évoquée pour agir sur le prix du carburant a été l'État, lequel a la main sur les différentes taxes qu'il ajoute au prix de marché des carburants, en particulier le gazole. Une lutte contre une nouvelle taxe offre deux déterminants initiaux majeurs : on s'adresse à l'État et on s'y adresse de la façon la plus légitime possible aux yeux de cet État : le citoyen. C'est sur ce terrain que va se développer toute la logorrhée autour de la France, des Français, du Peuple, de Notre Police, des taxes de l'État, de ceux qui paient tout et qui n'ont le droit à rien, de ceux qui ont le droit à tout alors qu'ils ne font rien. C'est typiquement le terrain que les militants d'extrême droite peuvent investir parce qu'il leur permet d'afficher haut et fort leur volonté d'accéder au pouvoir politique, seule issue de leur logiciel. Au même titre que la France Insoumise. C'est d'ailleurs eux qui insistent sur la personne de Macron. Ils veulent tuer le Roi, mais pas les Rois. Nous ne pouvions donc qu'être méfiants d'un tel cocktail, mêlant poujadisme, nationalisme, populisme dans une vague d'expression virtuelle peu ragoûtante, et évidemment interclassiste à la Bonnet Rouge. D'autant que le traitement policier, gouvernemental et médiatique était d'une bienveillance à toute épreuve. Mais nous ne pouvions pas rejeter en bloc quelque chose qui n'avait ni finitude, ni unité. Il fallait attendre de voir. Nous devons prendre le prix de l'essence comme un thermomètre de l'étranglement quotidien des prolétaires, là où d'autres ne voyaient que la grossière démonstration de force des lobbys automobilistes. Déjà nous avions des indices qui pouvaient nous laisser penser que le mouvement des gilets jaunes ouvrait une brèche autour d'une plainte simple : ici on crève. De la dénonciation d'une taxe, on passait surtout aux causes de la dénonciation : la dégradation de nos conditions de vie. C'est à partir de toutes ces lacunes et ces grands absents que nous avons observé la journée du 17.

### Réalisation : 17 novembre

Pour la journée du 17 novembre, des milliers de personnes ont quitté leur écran d'ordinateur pour se rencontrer. Aucun doute que de nombreux militants d'extrême droite y étaient, notamment Debout La France, mais en réalité, ils ne pouvaient avancer qu'à



“Gilets jaunes”  
“C’est une révolte?” – “Non, Sire, c’est une révolution!”



couvert parce que leur solution au prix de l’essence ne pouvait apparaître que comme tirée par les cheveux. Dans des bars, des parcs, des parkings de centres commerciaux, les « gilets jaunes » se sont vus pour le mouvement. Pas pour savoir quel était le discours à tenir. Mais pour savoir où et comment ils allaient bloquer. Ce mouvement d’auto-organisation de « citoyens » n’avait déjà pas les mêmes déterminants structurels que Nuit Debout. Nuit Debout parlait. Eux, ils font. Ils bloquent. Plus de 2000 points de blocage le 17, 280 000 personnes qui les tiennent, ce n’est pas rien contrairement à ce que certains racontent (sans appareils syndicaux et donc sans militants professionnels). On ne vous parle pas de défilés syndicaux, on parle d’action. Certes l’attitude de la police est pour beaucoup dans l’effectivité des blocages, et les gilets jaunes ne cesseront de l’acclamer jusqu’au moment où elle commencera à matraquer. Les points de blocage ont été soigneusement choisis pour paralyser les déplacements, pour obliger la population à prendre parti. Sur les points de blocage, péages ou centre commerciaux, des formes d’assemblée permanente permettaient de décider heure après heure des pratiques à mettre en place pour tenir le mouvement. Aucun porte-parole ne se détache du mouvement, aucune centralisation ne semble prendre. C’est ici que le gouvernement et les médias vont faire un revirement assez spectaculaire du traitement des gilets jaunes. La bienveillance est abandonnée au profit d’une menace. Les actes des fachos sur les blocages sont montés en épingle. On montre également les « débordements » aux différents points de blocage et on y oppose une nécessaire responsabilité des gilets jaunes. Mais contrairement à la direction de la CGT, aucune direction n’est là pour dire « Monsieur Philippe, ceci n’est pas le mouvement Gilet Jaune ». Par contre, si on va glaner ça et là des discours sur les points de blocage, on retrouve systématiquement un discours plus conséquent que la seule critique du prix de l’essence. Tout est trop cher quand on gagne 1000 euros par mois. C’est l’expression d’un prolétariat qui n’est plus légitime et dont la reproduction est problématique. Il n’y a pas UN mouvement des gilets jaunes, il y a des disparités concrètes en fonction des territoires, de la présence de militants d’extrême droite ou encore de la composition sociale lors des blocages. Mais la détermination est incontestable. Pour gagner en puissance, ils attendaient les « routiers », les « agriculteurs », en gros des corporations reconnues légitimes par le gouvernement, comme à l’époque des Bonnets Rouges. On cherche la puissance là où on pense qu’elle est mais tout en appelant tout le monde à rejoindre les blocages.

### Réalisation : les suites du 17 novembre

Les points de blocage se maintiennent aux abords des autoroutes mais une partie des gilets jaunes fait le choix d’aller asphyxier le pays sur des points plus concentrés. Ainsi, les dépôts pétroliers, les centres logistiques, les centrales d’achat sont bloquées par les manifestants. Avec une efficacité redoutable quand

on pense à nos échecs de la loi Travail. Si la police a comme consigne de temporiser le dimanche et le lundi, l’annonce des patrons des transports change la donne concernant les perspectives de puissance. Ils promettent au gouvernement de ne pas intervenir dans le mouvement des Gilets Jaunes. « On veut les routiers, pas leur patron ». Le mouvement, au fur et à mesure des impossibilités, des refus d’alliance de classe, se précise comme mouvement prolétarien. On cherche alors les moyens de permettre aux routiers de rejoindre le mouvement avec les camions du patron en les bloquant d’un commun accord. FO Transport appelle à la grève contre la baisse du pouvoir d’achat. Dans la foulée, on apprend l’appel de la CGT pour le 1<sup>er</sup>

Décembre, toujours dans une volonté de centraliser la contestation, mais sans appel à la grève et en gardant ses distances au cas où (mais certaines sections locales franchissent déjà le pas : st nazaire, le havre, meuse). Les appels pour rejoindre Paris le 24 novembre se multiplient et le gouvernement panique en rapatriant 90 % des unités CRS dans la capitale. Et pendant ce temps-là, les blocages tiennent. La police y intervient, arrête, matraque. La justice condamne. Et les gens y retournent. Le gouvernement invite à la dissociation, produit les figures repoussoirs comme dans n’importe quel mouvement social, mais ça ne prend pas. Comme le montre le porte-parole autoproclamé des gilets jaunes belges qui appelle des « combattants de la liberté pour nous défendre » ce que le journaliste appelle des casseurs. Ou encore à La Réunion, avant-garde de la vie chère, où le blocage s’accompagne de pillage et de redistribution à un niveau parfaitement grandiose. Et l’annonce du gel des taxes sur le carburant pour trois ans qui fait l’effet d’un ballon de baudruche.

### Une brèche est ouverte

Nous sommes incontestablement dans un moment de lutte des classes. Nous voyons déjà les résorptions se pointer ici et là : la centralisation de la manifestation parisienne, les appels à viser les centres locaux du pouvoir, d’aller à l’Élysée, de bloquer les bâtiments d’État. On cherche à maintenir coûte que coûte la figure du citoyen face à l’État parce qu’il n’y a que comme ça qu’on pense paraître légitime. C’est un aveu d’échec là où les potentialités sont nombreuses. Le moment qui s’ouvre verra apparaître des formes politiques contrerévolutionnaires, des compositions interclassistes manifestes, des incursions d’extrême droite. Mais c’est très certainement le lot de notre époque et il ne rime à rien d’en faire le contempler en râlant. En tant que partisans de la révolution, nous devons les combattre et proposer des lignes de suite pour l’extension du mouvement. Faire de ce mouvement un mouvement contre la vie chère. Il ne s’agit pas d’appeler simplement à rejoindre les piquets de blocage. Il faut étendre la contestation sociale sur d’autres espaces de la vie quotidienne, avec des slogans politiques contre la vie chère, contre la vie de prolétaire. Aller chercher les lycéens, les étudiants, les chômeurs, les travailleurs mais pas pour leurs intérêts particuliers immédiats. Pour l’extension du mouvement contre la vie chère, pas pour le gilet jaune. Les pratiques de lutte sont nombreuses et on aurait tort de ne pas se permettre de les convoquer. Occupation, auto-réduction, manifestations, blocages, gratuité et toujours plus vers le dernier saut. La semaine qui suit le 24 novembre sera déterminante pour la poursuite et la qualité du mouvement.

Alors, gilet ou gilet pas ?

<https://www.19h17.info/2018/11/23/gilet-ou-gilet-pas-il-faut-de-lessence-pour-tout-cramer/>

# “GILETS JAUNES” ... “COMMUNARDS” ... “SANS-CULOTTES” ... “VA-NU-PIEDS” ... “DAMNES DE LA TERRE” ...

**DERRIERE DES APPELLATIONS FLEURIES EMERGENT NOS LUTTES CONTRE LA MISERE !**

par “*nosotros.proletarios*”

Barricades en feu sur les Champs Elysées, voitures de luxe incendiées, boutiques de luxe saccagées et pillées, « la plus belle avenue du monde » a brûlé de notre désir de vivre et de ne plus survivre. « La Ville Lumière » était beaucoup plus éclairée que ses maîtres ne l’avaient jamais voulu. Et les feux de la révolte brûlent depuis trois semaines aussi dans d’autres endroits – en France et aussi en Belgique – réchauffant nos cœurs et nos esprits.

N’avons-nous pas trouvé là un remède contre l’épuisement professionnel !? Contre le blues de l’automne !? Contre ce sentiment que nos vies se perdent au travail pour un salaire minable ou à l’école pour devenir un autre chômeur !? Que nous ne vivrons jamais rien d’autre que cette misère d’une vie sous la dictature de l’argent !?

Voici les points les plus importants qui ont suscité notre espoir que tout ceci n’est pas une fatalité, qu’un changement radical de la société est possible :

- Le mouvement s’est développé en dehors et dans une certaine mesure aussi contre les structures traditionnelles (partis, syndicats, médias...) dont le capitalisme s’est doté afin de rendre inoffensive toute critique pratique.
- Jusqu’à présent, il n’y a pas eu de revendications « positives », pas d’interlocuteurs, pas de porte-paroles, pas de négociateurs, ou ils ne représentaient qu’une infime minorité (et parfois pas très appréciée, voire même menacée par les plus radicaux !) du mouvement. Même si les médias tentent d’enfermer les manifestants dans le cadre de la « lutte contre les impôts », la consigne universelle est plutôt « lutte contre la pauvreté en général » dans toute sa complexité (bas salaires, prix élevés, perdre sa vie à la gagner, aliénation...) et donc, en définitive, elle remet en question l’ordre capitaliste en tant que tel.
- Le mouvement est organisé au niveau régional et dépasse les divisions habituelles des syndicalistes selon les branches de production. Ce sont les voisins, les amis ou les collègues qui se rencontrent sur les blocages ou les barricades et ce qu’ils ont en commun ce n’est pas un intérêt particulier de telle ou telle branche professionnelle mais un ras le bol général de la misère de nos vies qui est implicitement partagé par toute la classe ouvrière.

Il existe bien sûr des tentatives de restructuration du mouvement pour qu’il s’inscrive dans le cadre des structures capitalistes – des appels à formuler des « revendications claires et positives », à discuter avec les autorités, à rester raisonnable... Mais jusqu’à présent, ils n’ont pas eu beaucoup de succès. Au contraire, le mouvement n’a pas peur de montrer aux soi-disant modérés qu’il n’en est pas question, qu’ils n’abandonneront pas leur radicalisme et qu’ils ne laisseront pas faire ceux qui veulent diviser le mouvement sur cet axe afin de le détruire.

- Le mouvement, ou une grande partie, est radical et donc violent et il l’assume. Ce n’est pas seulement que les « gilets jaunes » n’ont pas peur de la confrontation avec la police, beaucoup n’ont pas peur de casser, d’incendier, d’éradiquer ; ils n’ont aucun respect pour la propriété privée, ils pillent... Mais plus important en

core, ils le revendiquent aussi – certains implicitement, d’autres ouvertement, ce qui rend difficile l’utilisation des tactiques habituelles de la bourgeoisie pour diviser le mouvement en « bons manifestants » et « mauvais casseurs ». Tout le monde n’a pas envie de participer aux émeutes, mais beaucoup considèrent l’émeute comme une expression légitime du mouvement.

- Non seulement le mouvement n’arrête pas d’appeler le reste de la classe ouvrière à le rejoindre et il essaie de s’étendre et de se généraliser (la contestation se développe dans le secteur « lycéen ») ; mais de plus en plus d’appels à la fraternisation avec les forces répressives apparaissent également. Il y a des gens qui répondent aux CRS, se plaignant de la pénibilité de leur travail, qu’ils peuvent simplement baisser les armes et rejoindre les manifestants. Il y a ceux qui les invitent à réfléchir à qui est leur véritable ennemi. Et il y en a d’autres qui appellent les soldats à désobéir à leurs maîtres dans le cas où ils seraient déployés contre le mouvement.
- Rien n’est sacré pour le mouvement, pas de symboles, pas de légendes, pas d’identité, pas d’idéologie qui ne puissent être brûlés, détruits, éradiqués. Le meilleur exemple du week-end dernier – l’Arc de Triomphe, le symbole de leur république bourgeoise et de sa toute-puissance guerrière, a été tagué, son musée saccagé et des prolétaires dansaient de joie sur son toit.

Tels sont les points à développer et à surmonter dans la lutte qui continue. Luttons ensemble pour éviter toute récupération du mouvement par les partis politiques ou les syndicats, luttons ensemble contre le cadre des élections, des réformes et des revendications que certains voudraient nous imposer.

**Allons jusqu’aux conséquences finales de notre critique !  
Organisons-nous, discutons, nourrissons ensemble le feu de la révolte !**

**Nous sommes impatients de voir, de vivre la suite...**

<https://nantes.indymedia.org/articles/43818>  
[nosotros.proletarios@gmx.com](mailto:nosotros.proletarios@gmx.com)



## “GILETS JAUNES” – LA LUTTE CONTINUE

### “QUE LA FORCE SOIT AVEC NOUS”

par “*nosotros.proletarios*”

Depuis ce que d’aucuns appellent l’Acte IV, les appareils centraux de répression de l’ordre bourgeois et de l’Etat capitaliste ont véritablement pris la mesure de l’ampleur du mouvement social en cours se déroulant devant nos yeux. Ce jour-là (le 8 décembre), ils ont fait fort et ont eu la prétention de ne plus laisser se développer « les débordements » du week-end précédent : 89.000 flics, gendarmes, CRS ont été déployés dans toute la France, dont 10.000 à Paris, quadrillant les principales métropoles du pays, arrestations massives et préventives, véhicules blindés pour disloquer les barricades, tirs tendus de milliers de grenades, « grenades de désencerclement », « grenades assourdissantes », « grenades GLI-F4 » (présentées comme une « arme non-létale » contenant une charge explosive constituée de 25 grammes de TNT)...

Face à cet arsenal impressionnant, les « gilets jaunes », ou du moins les plus radicaux, ne se sont pas laissés faire et ont réagi avec force et détermination. Rejoints en cela par d’autres franges et secteurs de la population qui s’emportent et se laissent emporter dans cet appel d’air frais que constitue ce mouvement salutaire, ce processus de lutte, cette dynamique de refus de la pauvreté et de la misère, bref ceux que « les puissants » de ce monde et « les nantis » ont de tout temps appelés dédaigneusement « la vile populace », « la plèbe », « la racaille », « la canaille »... Et cette fois, ce n’est pas seulement Paris qui a brûlé mais la colère s’est répandue telle une trainée de poudre à Bordeaux, Toulouse, Lyon, Marseille, Saint-Etienne... : barricades et voitures en feu, affrontements directs très violents avec les milices de l’ordre capitaliste, pillages de magasins de luxe, et donc réappropriation d’une petite partie de la richesse sociale produite par notre classe, par nous autres prolétaires, juste un minuscule et infime moment du processus général d’expropriation des expropriateurs, de négation de la propriété privée des capitalistes que le mouvement de la révolution sociale devra assumer dans les prochaines et futures confrontations...

Plus que jamais, nous avons raison de refuser la misère, la

déshumanisation et la guerre permanente, qui sont notre lot quotidien, nous avons raison de nous affronter à toutes les forces coalisées de la dictature sociale du capitalisme (gouvernement, police, milices, armée, partis politiques, syndicats, églises, médias aux ordres, associations caritatives...) qui ne cherchent qu’une seule chose : nous faire rentrer dans le rang, nous soumettre, soit par la force brutale policière et militaire, soit par la dissuasion, la discussion, la négociation, la désinformation...

Nous avons mille fois raison de vouloir reprendre nos vies et nos luttes en mains. Continuons de refuser tout « représentant » qui ne représentera que lui-même et les intérêts économiques et politiques de sa classe, de sa clique de gangsters. Tous nos ennemis de classe nous appellent à nous « structurer », à nous « organiser », à « formuler des revendications », à « négocier », etc. Nous leur crachons bien fort à la gueule l’expression de notre mépris : notre spontanéité et notre mouvement, nous allons les structurer et les organiser à notre façon...

Plus que jamais, nous avons raison de refuser de négocier avec nos maîtres, avec nos exploités, avec nos oppresseurs, avec les dominants, car nous autres prolétaires, nous n’avons RIEN à négocier au risque de nous perdre dans le tourbillon du renoncement : nous n’avons à perdre que nos chaînes (certes quelque peu dorées, prétend-on dans les salons huppés de la bourgeoisie !) et nous avons tout un monde (nouveau) à gagner ; nous en avons marre de survivre, nous voulons VIVRE ! Négocier ? C’est déjà un peu mourir ! Alors, continuons à tenir ferme le gouvernail de notre radicalité car l’histoire passée et à venir, les générations d’hier et de demain nous observent et comptent sur nous pour que l’humanité triomphe enfin du sordide...

Et face aux chiens de garde « des nantis », « des riches », « des jouisseurs », face à leurs milices armés jusqu’aux dents, face à leurs médias et pacificateurs, continuons d’opposer notre rage et notre détermination, et faisons-leur rompre les rangs. Qu’ils désertent s’ils ne veulent pas rester des salauds. Nous ne voulons pas que notre sang coule, nous voulons simplement la fin de leurs privilèges...

Nous avons mille fois raison de continuer à nous radicaliser, à ébranler leur monde fait de richesses pour eux (richesses que nous autres prolétaires, nous produisons) et de misère, de « bas salaires », de « fins de mois » difficiles, pour nous, « les sans-dents »...

Continuons à refuser les miettes « généreusement » accordées par Macron et sa clique (« de la poudre de perlimpinpin ») comme nous avons refusé de nous laisser berné par l’instrumentalisation de « l’attentat de Strasbourg » et tous les appels à ne plus manifester ; continuons à résister aux évacuations par la force policière et militaire de nos points de blocage : ronds-points, centres commerciaux...

Tous les jours, nous voyons cette évidence : la violence, c’est le capitalisme et son Etat, nous on ne fait que se défendre. C’est la société capitaliste, où « les riches » écrasent « les pauvres » qui dans son ensemble est brutale, qui casse et brise nos vies. Nous autres, on ne fait que réagir par une saine et vigoureuse violence qui exprime notre humanité. Alors, haut les cœurs, camarades,





amis, frères et sœurs de lutte, mettons à bas les forteresses de nos maîtres...

Parmi les « gilets jaunes », beaucoup appellent de leurs vœux à la démission de Macron, et même si nous comprenons la haine de classe que ce « bouffon » peut catalyser dans le mouvement, cela non seulement ne suffit pas mais de plus constitue une fausse alternative, un dérivatif par lequel « le pouvoir » compte bien neutraliser nos énergies. Le problème si Macron démissionne (ou même mieux si par nos luttes nous le démissionnons), c’est que pas plus tard qu’au même moment la classe dirigeante, la bourgeoisie nationale et internationale, lui trouvera immédiatement un successeur, plus « propre », plus « honnête », plus « proche » de nos préoccupations, à nous autres, « les boueux », la « lie de l’humanité », « les affamés », « les damnés de la terre », nous autres prolétaires qui n’avons que nos bras et notre tête à vendre chaque jour au patron, qui n’avons qu’à aller chaque jour au chagrin pour un salaire minable. Le véritable problème, c’est toute cette société capitaliste qu’il faut bousiller pour qu’enfin nous puissions instaurer des rapports véritablement humains sans plus jamais de dominants et de dominés, sans oppresseurs et opprimés, sans exploités et exploités...

Parmi les « gilets jaunes », beaucoup en appellent encore à la légalité (RIC, etc.). Disons simplement ceci : « le droit » bourgeois n’est que la codification juridique des rapports de production, des rapports de domination d’une classe sociale (la bourgeoisie, les propriétaires des moyens de production de la vie, ou mieux dit encore la classe des capitalistes) contre une autre classe sociale (nous, les dépossédés des moyens d’existence) ; ce droit bourgeois n’est en fin de compte que l’exercice féroce de leur violence de classe sous couvert de participation plus ou moins passive des dominés à leur propre domination. Mais de plus en plus, ça craque de toutes parts et le mouvement des « gilets jaunes » n’est qu’une des expressions de ce processus salvateur et régénérateur...

**Allons jusqu’aux conséquences finales de notre critique !  
Organisons-nous, discutons, nourrissons ensemble le feu de la révolte !**

**Ami, entends-tu au loin la révolution qui sourde !?**

*“Merry CRISIS and Happy New FEAR” (Athènes, 2008)*

<https://paris-luttes.info/gilets-jaunes-la-lutte-continue-11463>  
[nosotros.proletarios@gmx.com](mailto:nosotros.proletarios@gmx.com)

#### LE JOURNAL

Jaune est un état d’esprit. Celui de la détermination. Après deux mois de lutte, on a ressenti le besoin de porter clairement les positions de la victoire au sein d’un mouvement qui ne manque pas de VRP en tout genre pour nous vendre les solutions de la défaite clé en main. Ces gens-là ont des forces, ils ont des thunes, des moyens de propagande, et on se retrouve parfois séduits par leur mirage, souvent étouffés dans leur proposition. Ce constat, on l’a retrouvé dans plusieurs villes de France et c’est à partir du partage d’expériences qu’on a lancé le journal. Nous voulions faire exister les positions de la victoire, les assumer et permettre leurs discussions. En parallèle du journal papier dont la publication dépend de nos capacités financières logiquement maigres, nous tenons un journal en ligne [jaune.noblogs.org](http://jaune.noblogs.org) sur lequel nous publierons les différentes contributions qui vont dans le sens de l’extension et l’approfondissement du mouvement. Nous les publierons ensuite dans la prochaine édition. Pour nous faire parvenir vos impressions, vos récits, vos analyses, pour nous soutenir financièrement, pour commander des journaux, vous pouvez écrire à [lisejaune@riseup.net](mailto:lisejaune@riseup.net)



<https://jaune.noblogs.org/>

## ON SE BAT POUR TOUT LE MONDE

par “Jaune – Le journal pour gagner”

« Mais quelles sont vos revendications ? » C’est toujours la première chose que les médias et les personnes hostiles au mouvement nous crachent au visage. A travers cette question barbante, ils ne nous demandent pas comment on s’est retrouvés dans la rue mais comment on pourrait la quitter. Et c’est pour ça qu’on se retrouve dans l’embarras. On ne veut pas la quitter cette rue qu’on a prise, ces ronds-points qu’on a habillés, cette force collective qu’on a trouvée. Nous savons que notre situation ne pourra pas s’améliorer avec quelques miettes, ce qui rend les choses complètement ingérables pour tout pouvoir. En plus, on a ce formidable réflexe de refuser la représentation, qui fait qu’ils n’ont aucune tête à acheter ou à couper pour mettre à mal le mouvement. Ils nous disent : « Vous en demandez trop ». Face à cette accusation d’amateurisme politicien, on aurait pu simplement leur dire merde. Négocier tue et les politiciens sont nos fossoyeurs.

### Qui veut perdre ?

Sauf qu’au sein du mouvement, tout le monde n’est pas de cet avis. Parce qu’on est peut-être pas tous dans la même situation de galère. Nous, travailleurs, chômeurs, retraités, nous vivons du salaire (y compris déguisé en chiffre d’affaire pour les auto-entrepreneurs) et des allocs. Ce salaire et ces allocs, on les obtient en vendant notre force de travail à un patron. Et c’est grâce à ça qu’il arrive à se faire de la thune, c’est grâce à ça que l’économie roule, sur notre dos. On peut comprendre les appels à l’unité au sein des gilets jaunes. Mais quand cette unité signifie marcher avec ceux qui nous exploitent au quotidien et avec leurs représentants politiques ce n’est plus de l’unité, c’est de la domestication. En réalité, nos intérêts sont irréconciliables et cela s’exprime aussi au niveau des revendications. Si réconciliation superficielle il y a en l’état, ça voudra simplement dire qu’on a perdu, qu’on est retourné au turbin et qu’eux ont gagné des passe-droits et des numerus clausus dans la concurrence économique mondiale en

aggravant la situation de certains d’entre nous. C’est de cette fraction du mouvement dont provient la plupart des politiciens. Il n’y a qu’à voir les groupes comme les « Gilets Jaunes Libres » ou encore « La France en Colère ». Ce sont ces plateformes qui mettent régulièrement en avant les soi-disant revendications officielles où pullulent les tentatives de lobbying des partis politiques traditionnels.

### 42 revendications pour un retour à l’ordre

Evoquons la première liste de revendications des Gilets Jaunes : c’est un tableau d’art abstrait, un patchwork d’intérêts. On y demande de tout, de la retraite à 60 ans à l’augmentation des moyens pour la police en passant par la favorisation du petit commerce. Et un smic à 1300 euros et des emplois pour les chômeurs, les grands seigneurs !

Mais, cette liste, c’est aussi l’expression limpide d’une tendance nationaliste, avec quatre mesures contre les étrangers, à mille lieues de nos problèmes et à dix mille de leur solution. Faut être borné pour croire que les problèmes en France viennent d’ailleurs. Qu’une sortie de l’Europe nous permettrait de vivre bien ou que la chasse aux sans-papiers fera monter notre salaire. C’est d’ailleurs précisément l’inverse qui se passerait. On nous dit : il faut fermer les frontières et ça ira mieux. Regardez aux Etats-Unis, au Brésil, en Hongrie, en Birmanie, en Israël : partout les différents pouvoirs essaient de mettre en avant la guerre entre pauvres pour éviter la guerre aux riches tandis que eux continuent sciemment leur guerre contre nous. Les fachos veulent juste se faire une plus grande place à la table des exploités en faisant du Trump. Et nous n’avons absolument aucune raison de les y aider.

En réalité, cette liste de revendication, tout le monde s’en fout. Il n’y a que les politiciens pour espérer en tirer quelque chose et bien sûr, les médias et le gouvernement, qui ne manqueront pas l’occasion de nous faire passer pour des nervis d’extrême droite. Mais, comme quand on appelle quelqu’un par un prénom qui n’est pas le sien, nous n’avons pas prêté attention.

### Ricupération

Certains politicards sont partis, notamment de l’extrême droite traditionnelle comme Marine Le Pen, mais une autre initiative, plébiscitée par de nombreuses organisations politique de l’extrême gauche à l’extrême droite, allait bientôt nous donner du fil à retordre : le RIC au nom du peuple et de la démocratie. Comme dit plus haut, notre système politique repose sur une illusion, celle de l’absence d’inégalité sociale et économique. On nous parle de nations, de citoyens libres et égaux en droits dans un monde où la seule règle qui tient vraiment, c’est bien celle de l’exploitation d’une classe par une autre. C’est la propagande bourgeoise qui nous fait croire qu’avant d’être des prolos, nous sommes des citoyens, que la vie



des idées précède celle des conditions matérielles. Pourtant, la République ne remplit pas le frigo. C’est sur cette illusion que le RIC a surfé. Il faut avouer qu’à première vue, la proposition était séduisante. On nous disait qu’avec ça, on allait enfin pouvoir être entendus directement, qu’on pouvait reprendre le pouvoir sur notre vie. C’est nous qui déciderions de tout. Et sans lutter en plus, sans risquer sa vie sur les ronds-points et dans les manifs, juste en votant, sur son ordi dans son salon, les pantoufles au coin du feu qui crépite ! Mais dans le commerce, quand on a un produit à vendre, on ment : « Oui, une fois qu’on a le RIC, on peut tout faire passer ! ». C’est faux. Déjà, quel comble de demander l’avis aux bourgeois pour savoir s’ils sont d’accord pour nous augmenter ! Un vote qui irait contre l’intérêt des capitalistes, par exemple l’augmentation du SMIC/horaire, serait retoqué purement et simplement. Il suffit de se rappeler du referendum de 2005. Et ça, c’est sans compter l’intense propagande qu’on subirait pour voter contre, seuls devant nos écrans.

### **Macron démission**

Parce que c’est ça la force des gilets jaunes. C’est que nous ne sommes pas seuls. Nous sommes sortis de l’individualisme dans lequel l’ordre social nous enferme, notamment dans l’isolement. La réalité, c’est qu’en deux mois de lutte, le pouvoir n’a jamais autant lâché sans qu’on lui demande rien. Et ses verres d’eau pour éteindre un incendie n’ont rien changé. Son débat national ressemble à une leçon de morale. Maintenant Macron fait le choix de jeter de l’huile. Nous sommes prêts.

Pour contrer le RIC, certains d’entre nous ont dit : pas besoin de RIC pour gagner, on veut la démission pure et simple de Macron. Cette revendication a la bonne idée de mettre à l’honneur notre action, de recentrer le débat sur notre force collective. En effet, c’est la rue qui fera partir Macron, pas les urnes. Mais, juste après avoir dit ça, tout le monde se pose la question : qui le remplacera ? C’est justement là où le bât blesse. Macron, aussi arrogant qu’il soit, est remplaçable et son successeur fera exactement la même chose pour défendre le profit. Il faut clairement jeter le bébé avec l’eau du bain. Les institutions qui existent sont là pour défendre la logique de l’argent et de l’exploitation.

### **Vers l’infini et au-delà**

Pour continuer, nous devons renforcer le mouvement, l’étendre selon nos principes de solidarité et l’approfondir, pour que notre logique commune, celle du refus des conditions de vie actuelles, vienne réellement bouleverser ce monde. Il n’y a pas besoin d’avoir un plan pour ça. C’est souvent au feeling que les premières mesures sont prises, comme on l’a démontré ces deux derniers mois. Nous devons assumer la conflictualité avec tout ce qui nous fait obstacle. Le travail nous empêche de lutter, on y répond par la grève. La répression essaie de nous terroriser, nous nous organisons pour qu’aucun de nous ne tombe entre leurs griffes. La thune commence à manquer, on met en place des réseaux solidaires avec des producteurs agricoles. On arrive plus à payer le loyer et les factures, on ne les paie plus. On nous coupe l’électricité, des GJ qui taffent à EDF la remettent. On a faim, on va prendre la marchandise dans les magasins et on organise de grandes distributions gratuites pour tout le monde. Ce sont des exemples parmi tant d’autres mais ils tendent tous vers un unique but : faire de notre mouvement un point de ralliement auquel tout un chacun peut s’accrocher pour y trouver de la force, de l’entraide et des moyens de vivre malgré la crise, donc aux antipodes de nos quotidiens de galère. Les gilets jaunes bouleverseront ce monde. Ce bouleversement, personne n’est en mesure de l’anticiper. C’est ce qu’on appelle une Révolution.

<https://jaune.noblogs.org/post/2019/01/06/on-se-bat-pour-tout-le-monde/>

### **EDITO DE JAUNE N°1 :**

Gagner. Cela peut paraître ambitieux pour celui qui n’a pas participé au mouvement des Gilets Jaunes. Les voitures tournent à l’essence, nous on carbure à l’ambition. Depuis le 17 novembre, nous sommes des centaines de milliers à passer à l’action. On se rencontre sur les ronds-points, on s’organise pour bloquer l’économie, on se défend ensemble contre la police en manifestation. On n’a jamais vu une telle détermination des « gens de rien » depuis des lustres. Et on ne compte pas s’arrêter là. Ce journal, c’est pour ça. C’est pour continuer. Et surtout, c’est pour gagner. Mais gagner quoi ? Ou plutôt jusqu’où ? Personne n’est en mesure d’y répondre mais nous prenons le parti de ne pas brider nos ambitions. Nous sommes pour l’extension et l’approfondissement du mouvement, contre une vie trop chère pour être vécue. Qu’il rentre dans le quotidien de tous les gens qui galèrent dans ce pays. Qu’il déborde des frontières de la France sans aucune modération, comme c’est déjà le cas en Belgique, en Allemagne, en Espagne, en Irak, au Soudan etc.

Pour cela, le mouvement n’a pas besoin de direction. Bien au contraire, ce que les politiciens appellent « orientation », qu’elle soit nationaliste, confusionniste, citoyenniste ou raciste, c’est une façon de canaliser la révolte, d’en écraser certains avant d’écraser tout le monde, pour que les bourgeois continuent à se gaver. Dans ce journal, on cherche plutôt à savoir comment on peut rendre ce mouvement moins contrôlable et plus fort qu’il ne l’est déjà. Comment on développe des solidarités avec tous les prolos sans exception pour tenir ensemble contre cette vie misérable ? On y discute des stratégies de lutte, comme la grève ou encore le blocage, mais aussi des manœuvres ennemies, en particulier de la répression qui nous frappe et de la réponse pratique qu’on doit fournir pour ne laisser personne sur le carreau.

On voit la presse, la classe politique et les patrons s’époumoner pour diviser le mouvement. Ils crient « casseurs », « violence », « terroristes ». Ils n’ont que ça à la bouche pour nous dissuader de lutter, et ce qui est magique, c’est que leur tour ne fonctionne pas. On ne va pas pour autant dire que tout est rose dans ce qu’on vit depuis deux mois. L’engagement est exigeant, les vautours sont à l’affût, nos galères de fin de mois sont toujours là et l’horizon qu’on nous promet ressemble à un film apocalyptique. Nous refusons ce futur et c’est pour cette raison qu’on bricole les moyens d’en finir. On en propose quelques-uns dans les pages qui suivent. Jaune, le journal pour gagner.



Photomontage « gilet jaune »

## APPEL DE “GILETS JAUNES” DE L’EST PARISIEN

par “gilets-jaunes-revolutionnaires”

Nos gilets ne sont plus des tenues de sécurité routière ; ils sont devenus le signal du ralliement de la contestation globale de l’ordre en place. S’ils scintillent, ce n’est pas pour alerter les autorités sur une quelconque urgence ou détresse sociale. Nous ne les avons pas mis en réclamation de quelque chose au Pouvoir. Le jaune de nos gilets n’est pas celui coutumièrement accolé à la trahison par le mouvement ouvrier. La couleur de cet habit, c’est celle de la lave de colère que le volcan de la révolution sociale, en sommeil depuis trop longtemps, commence à recracher. Il n’est jaune que parce qu’il embrasse le rouge.

Sous cette appellation « gilets jaunes », un titan se réveille à peine, encore groggy par le coma dans lequel il fut plongé durant plus de quarante ans. Ce colosse ne sait plus comment il s’appelle, ne se souvient plus de son histoire glorieuse, ne connaît pas le monde où il ouvre les yeux. Pourtant, il découvre, à mesure qu’elle se réactive, l’ampleur de sa propre puissance. Des mots lui sont soufflés par de faux amis, geôliers de ses songes. Il les répète : « français », « peuple », « citoyen » ! Mais en les prononçant, les images qui reviennent confusément du fond de sa mémoire jettent un trouble. Ces mots se sont usés dans les caniveaux de la misère, sur les barricades, les champs de bataille, lors des grèves, au sein des prisons. C’est qu’ils sont du langage d’un adversaire redoutable, l’ennemi de l’humanité qui, depuis deux siècles, manie magistralement la peur, la force et la propagande. Ce parasite mortel, ce vampire social, c’est le capitalisme !

Nous ne sommes pas cette « communauté de destin », fière de son « identité », pleine de mythes nationaux, qui n’a pas su résister à l’histoire sociale. **Nous ne sommes pas français.**



Nous ne sommes pas cette masse faite de « petites gens » prête à s’allier avec ses maîtres pourvu qu’elle soit « bien gouvernée ». **Nous ne sommes pas le peuple.**

Nous ne sommes pas cet agrégat d’individus qui ne doivent leur existence que par la reconnaissance de l’État et pour sa perpétuation. **Nous ne sommes pas des citoyens.**

Nous sommes ceux qui sont obligés de vendre leur force de travail pour survivre, ceux dont la bourgeoisie tire ses profits en les dominant et en les exploitant. Nous sommes ceux que le capital, dans sa stratégie de survie, piétine, sacrifie, condamne. Nous sommes cette force collective qui va abolir toutes les classes sociales. **Nous sommes le prolétariat.**

**Conscients de nos intérêts historiques, nous avertissons que :**

- **Le mouvement des gilets jaunes sera vaincu s’il s’obstine à croire que les intérêts des travailleurs sont conciliables avec ceux des patrons.** Cette illusion produit d’ores et déjà des dégâts car Macron se sert d’elle afin de retourner la contestation contre les exploités. Les pauvres capitalistes – dépeints opportunément sous les traits des capitalistes pauvres : les petits entrepreneurs, artisans et autres autoentrepreneurs – victimes des « charges » sociales, partageraient le même sort que leurs employés. Il faudrait donc globalement les épargner et se borner à demander l’aumône aux plus gros d’entre eux. Cela permet au Pouvoir de nous injurier tout en feignant de répondre aux revendications. La prétendue hausse du SMIC ne sera payée que par les salariés. L’annulation de la hausse de la CSG masque le maintien de la réduction des pensions de retraites des plus pauvres.

- À partir de cette approche biaisée, une fraction des gilets jaunes affirme qu’un État moins dispendieux permettrait d’alléger la charge fiscale qui écrase les entreprises ; l’activité serait ainsi relancée et chacun y trouverait son compte... Cela est un mauvais conte de fée. Car ce n’est pas l’État qui étouffe les petits capitalistes mais d’abord la loi de la concurrence qui les fait exister et grâce à laquelle ils peuvent prendre des parts de marché, c’est-à-dire se développer. Le problème social étant ainsi mal posé par le mouvement de sorte que « l’État mal gouverné » est ciblé en lieu et place du système capitaliste, le programme gouvernemental de démantèlement de « l’État social », au nom de « l’optimisation de l’action publique », s’en trouve consolidé. Les politiques de prédation sociale qui consistent à supprimer la redistribution des riches aux pauvres, jusque-là effectuée par le biais de la sécurité sociale et des services publics, sont ironiquement confortées. De même, les mesures de réduction du salaire global, en comprimant le salaire différé (retraite, allocations chômage...) sont dès lors justifiées. **On donne le bâton pour se faire battre.**

- Dans cette optique, qui fait la part belle à l’équilibre économique pourvu qu’il soit bien géré, ce qu’il y a de mauvais dans l’économie ne peut être apporté que de l’extérieur : l’État fiscal, l’Union européenne, la « Finance » « cosmopolite » (et derrière sont parfois désignés les « juifs » et les « illuminatis »), les immigrés. La mécompréhension ou le refus d’admettre cette criante vérité que c’est le capitalisme –

comme système de production de la richesse à partir de l’exploitation du travail humain – qui est en crise, ouvre grand la porte aux formes réactionnaires de sauvegarde de l’ordre en place. **Dix ans d’activisme d’extrême droite sur internet pèsent lourdement sur ce suicidaire état de confusion dans lequel nombre de gilets jaunes croient discerner une solution à leurs maux.**

• Parmi ces « solutions », le **Référendum d’Initiative Citoyenne**, promu depuis longtemps par la fachosphère et qui a fini par rallier les suivistes mélenchoniste, **est une fumisterie permettant d’étouffer la question sociale sous une tambouille institutionnelle.** Cet aménagement démocratique ne réglerait rien, quand bien même il serait adopté. Il étirerait juste l’élastique électoral tout en maintenant le rapport entre les classes sociales – ses conditions ainsi que ses enjeux – avec en sus la fortification du réformisme juridique, ce parent pauvre du déjà illusoire réformisme économique. Cela reviendrait à cautionner un peu plus directement l’asservissement ordinaire.

**Conscients de nos tâches, nous constatons que :**

• **Le mouvement des gilets jaunes s’arrête aux portes des entreprises, c’est-à-dire là où commence le règne totalitaire du patronat.** Ce phénomène résulte de différents facteurs. Retenons-en trois : 1) L’atomisation de la production, qui voit un grand nombre de salariés travailler dans des (très) petites entreprises où la proximité avec l’employeur rend très difficile la possibilité de faire grève. 2) La précarité d’une grande partie des salariés, qui détériore gravement leur capacité à assumer une conflictualité dans les boîtes. 3) L’exclusion et le chômage, qui placent en dehors de la production bon nombre de prolétaires. Une grande partie des gilets jaunes est directement concernée par au moins l’une de ces trois déterminations.

• **L’autre composante du salariat, celle qui bosse dans les grandes sociétés et qui dispose d’une meilleure sécuri-**

**té de l’emploi (CDI et statut) paraît être sous cloche, sur laquelle la puissante force du mouvement se rompt comme la vague sur le rocher.** Un traitement particulier, composé d’efficiace managériale et de honteuse collaboration syndicale, est réservée à cette frange de la population travailleuse. **La bourgeoisie a bien compris que cette catégorie des travailleurs a le pouvoir de frapper la production capitaliste en son cœur, par la grève générale illimitée.** C’est pour cela qu’elle consolide la pacification en donnant des sucres en formes de « primes de fin d’année exceptionnelles ».

**Conscients de notre but, nous affirmons :**

• **Nous reconnaitre dans les appels des gilets jaunes de Alès, de Commercy et de Saint Nazaire, dont le souci de refuser toute organisation hiérarchique, toute représentation, et de cibler les capitalistes, est pour nous le signe de la voie à emprunter.**

• **Vouloir briser les verrous idéologiques, managériaux et syndicaux, qui maintiennent le mouvement des gilets jaunes en dehors de la production.** Nous devons employer l’extraordinaire force doublée de détermination que ce mouvement développe pour réaliser ce que des millions d’exploités souhaitent depuis tant d’années, sans jamais y être parvenus : paralyser la production de l’intérieur, décider des grèves et de leur coordination en assemblées générales, unir toutes les catégories de salariés, dans une même optique de renversement du système capitaliste et de réappropriation de l’appareil de production. Mettons fin à l’oppression hiérarchique, capitaliste et étatique.

• **Vouloir discuter dès maintenant de la grève, de son déclenchement, de son extension, de sa coordination.** Contactez-nous, Rejoignez-nous !

<https://paris-luttes.info/appele-de-gilets-jaunes-de-l-est-11521>  
[gilets-jaunes-revolutionnaires@protonmail.com](mailto:gilets-jaunes-revolutionnaires@protonmail.com)



Cette société nous offre seulement une lutte pour la survie de base dans laquelle nous ne sommes rien sauf une force de travail et des consommateurs. Bien sûr, tout cela est enveloppé dans de belles paroles magnifiant les valeurs de l'honnête citoyen et les besoins du pays et de l'économie, dans des modes et de fades manières de vivre que les médias, les politiciens, les scientifiques, les célébrités nous débitent jour après jour. Les vêtements de marque, les nouveaux téléphones mobiles et les écrans plasma, les voitures en leasing et les prêts hypothécaires, les sorties du samedi soir, les émissions de télé et les idylles familiales dans les centres commerciaux seront-ils des produits de substitution suffisant pour une vie vraiment humaine ? Est-ce tout ce que nous désirons vraiment et ce dont nous avons vraiment besoin ?

## 1. PAS POUR NOUS !

Nous n'avons aucune grandiose propriété et compagnie qui nous feraient vivre, et par conséquent nous devons aller travailler. Nous vendons notre temps et notre énergie, notre force de travail, à la classe des bourgeois qui possèdent les moyens de production. Nous échangeons notre force de travail contre un salaire qui nous permet d'acheter ce dont nous avons besoin pour survivre et qui a été produit ailleurs par des travailleurs comme nous. Quel que soit ce que nous gagnons, dès que nous avons dépensé notre salaire, nous devons à nouveau nous précipiter au travail. C'est notre travail qui fait fonctionner toute la société et l'économie : les usines, les supermarchés, les bureaux, les hôpitaux, les chantiers... Nous sommes la classe des prolétaires et dès lors nous nous rebellons !

## 2. CONTRE LE TRAVAIL SALARIÉ

Le travail nous aliène parce que le temps pendant lequel nous travaillons ne nous appartient pas, ce n'est pas une partie complète de nous – par-dessus tout, c'est un moyen pour obtenir de l'argent. Nous vendons notre force de travail comme une marchandise à des patrons individuels et aussi à la bourgeoisie toute entière, et dès lors ce sont eux qui la contrôlent, qui la possèdent et qui en profitent vraiment. Nous devons juste travailler aussi longtemps et aussi vite qu'il nous est demandé. Donc, nous luttons contre le travail salarié qui est la base de notre exploitation et de l'ensemble du système capitaliste.

## 3. CONTRE L'USINE DES LOISIRS

Nous ne travaillons pas pour satisfaire directement nos besoins, ni les besoins de l'ensemble de l'humanité. Les besoins vitaux sont satisfaits par la médiation des salaires – de l'argent, parce que nous sommes aussi aliénés du produit de notre labeur qui appartient à la bourgeoisie. Toute la société nous est étrangère : les relations sur lesquelles elle est basée, ses structures, ses institutions, ses richesses et même ses connaissances. Par conséquent, la dictature du Capital règne aussi en dehors du travail. Les loisirs que nous cherchons en font partie. C'est le Capital, et pas nous, qui détermine comment manger, faire l'amour, se loger, voyager, s'amuser... Par conséquent, nous luttons contre la totalité des rapports sociaux capitalistes qui nous piègent dans une usine géante où nous sommes comme des vaches à lait à chaque moment de nos vies.

## 4. CONTRE LE CAPITALISME

Notre travail est une marchandise comme aucune autre : c'est la seule qui est capable de créer une nouvelle valeur, plus grande que la sienne. Les patrons nous exploitent tous, puisqu'ils nous paient seulement pour notre force de travail et tout le surplus que nous avons produit, c'est leur plus-value, leur profit. Le profit est réinvesti dans des moyens de production, dans la production de nouveaux capitaux qui tous sont la propriété contrôlée, possédée et vendue par les bourgeois. Le Capital, c'est notre travail mort personnifié dans des choses. C'est notre temps et notre énergie, que nous avons tués au travail, non pour satisfaire les besoins humains mais pour produire des marchandises. Le seul but du mode de production capitaliste est d'accomplir le profit et de multiplier le Capital. Les besoins humains sont totalement secondaires et ils ne sont « satisfaits » à travers la production que dans la mesure où, et de la façon dont, ils servent l'expansion du Capital. C'est la raison pour laquelle, même les régimes « socialistes » (l'URSS et ses satellites) étaient capitalistes et le capitalisme existe encore aujourd'hui en Corée du Nord, en Chine ou à Cuba. Là où il y a du travail salarié, il y a inévitablement aussi le Capital et il ne peut en être autrement juste parce qu'il y a aussi un costume idéologique « marxiste », une réorganisation de la bourgeoisie à travers un parti politique et un État et ses efforts (sans aucune chance durable de réussir) pour donner une autre forme aux lois capitalistes du marché, de la compétition et de la valeur.

## 5. CONTRE LA DÉMOCRATIE, L'ÉTAT ET LA POLITIQUE BOURGEOISE

La démocratie est l'essence même de la société capitaliste et pas seulement une de ses formes politiques. Les citoyens atomisés, qui parviennent à une unité artificielle à travers une sphère séparée de politique nationale, sont une caractéristique commune des États parlementaires, stalinistes, fascistes ou même islamistes. Ce sont là des organisations de la bourgeoisie en tant que classe, qui se développent à partir des rapports sociaux de la société de classe. C'est pourquoi la lutte révolutionnaire du prolétariat est antidémocratique et antiétatique et n'a rien en commun avec la politique bourgeoise, les partis politiques (qu'ils soient de gauche ou de droite, parlementaires ou extraparlémentaires, légaux ou interdits), les élections et les coups d'État politiques.

## 6. CONTRE LES SYNDICATS ET LE GAUCHISME

Cela fait longtemps que les syndicats de classe (par opposition aux syndicats « jaunes » directement fondés par la bourgeoisie) ont cessé d'être des organisations de la classe ouvrière. Ils sont devenus une partie de l'État capitaliste, une institution pour la vente organisée de la force de travail et pour maintenir la paix sociale. Comme tels, ils doivent être détruits et non pas réformés. Les faiblesses et les défaites de notre classe ont engendré (et continuent d'engendrer) beaucoup de courants du gauchisme qui jouent le rôle de la social-démocratie historique. Au moment des révolutions, ils ont toujours été le dernier recours et bastion du Capital parce qu'ils ne luttent pas pour la destruction du capitalisme, mais pour sa réforme radicale. Par conséquent, les prolétaires communistes luttent contre toutes les formes du gauchisme : le stalinisme, le trotskisme, le maoïsme, de nombreux types d'anarchisme, les mouvements altermondialistes et anti-impérialistes « tiers-mondistes »...

## 7. CONTRE LES FRONTS UNIS

Nous sommes opposés à tous les fronts unis avec des fractions politiques « progressistes » de la bourgeoisie et à toutes les idéologies contre-révolutionnaires qui surgissent autour de tels fronts : l'antifascisme ou par exemple la libération nationale... Tous mènent à la défense d'une forme de la dictature capitaliste contre une autre, un « moindre mal » contre un « pire », c'est-à-dire la préservation

de la dictature capitaliste comme totalité mondiale. Ces fronts mènent à une lutte pour un capitalisme à « visage humain », mais toujours ils amoindrissent et battent le prolétariat révolutionnaire. Seule l'action directe de classe peut s'opposer à la concurrence destructrice entre prolétaires qui est encouragée par le racisme, le fascisme et le nationalisme. Seule la révolution communiste est l'alternative à toutes les formes du capitalisme.

## 8. CONTRE L'OPPRESSION, LE NATIONALISME ET LA GUERRE

Toutes les formes d'oppression antérieure au capitalisme – par exemple basée sur l'origine sexuelle, ethnique ou religieuse – n'ont pas été détruites mais sont devenues des parties de l'exploitation capitaliste et de la division du travail. Aucune forme d'oppression n'existe en dehors des rapports sociaux capitalistes et elle ne peut être abolie qu'en abolissant ces rapports dans le processus de la révolution communiste. Les idéologies qui nous attribuent, à nous prolétaires, une identité d'ouvrier, de femme, d'autochtone, d'étranger, de « privilégié », d'« exclu », servent à nous faire intérieurement nous identifier finalement avec le système capitaliste. Seule la dynamique de lutte du prolétariat constitue le processus de négation de toutes ces identités de citoyens obéissants. Par conséquent, le prolétariat s'y oppose de la même façon qu'il s'oppose à la nation, au pays ou au nationalisme. Contre la paix sociale dans les États nationaux et contre la guerre entre eux, nous revendiquons la guerre de classe contre notre propre bourgeoisie, c'est-à-dire le défaitisme révolutionnaire.

## 9. POUR L'ASSOCIATIONNISME PROLÉTARIEN

Aujourd'hui, en dépit de leurs limites, les vraies luttes du prolétariat contiennent les graines du communisme, c'est-à-dire le mouvement de destruction de l'état des choses actuel. Par conséquent, nous supportons aujourd'hui les luttes de classe et la formation de noyaux, cercles et réseaux prolétaires sur une base subversive – c'est-à-dire luttant et s'associant en dehors et contre les syndicats, les partis politiques et autres structures de l'État bourgeois. C'est bien à partir de luttes de ce genre qu'un mouvement prolétarien massif voit le jour et se met en route pour articuler le prolétariat – la classe exploitée dans la société présente – avec l'état des choses futur.

## 10. POUR LA RÉVOLUTION COMMUNISTE

C'est seulement dans le processus de la dynamique du prolétariat révolutionnaire qu'un changement dans le rapport de forces entre le prolétariat et la bourgeoisie aura lieu. C'est alors seulement qu'un espace s'ouvre pour un saut qualitatif dans la conscience de classe, ouvrant la voie au renversement violent de la classe dirigeante et à la résolution définitive des antagonismes de classe. Mais seulement si le mouvement prolétarien se met en route immédiatement, pratiquement et consciemment vers la véritable communauté humaine, atteinte par la révolution. Si la révolution ne veut pas mourir, elle doit s'opposer autoritairement à la contre-révolution qui utilisera immédiatement les faiblesses de notre classe contre nous.

## 11. POUR LA DICTATURE PROLÉTARIENNE

Pour de plus en plus de prolétaires, le processus de la dynamique combative du prolétariat révolutionnaire vers des insurrections violentes et la révolution de classe impose un choix conscient entre le communisme et la barbarie capitaliste : exploitation, crise, guerres et catastrophe environnementale. Au plus ce choix devient clair, au plus le prolétariat est capable de réaliser dans la révolution sa dictature sociale contre le travail salarié, la valeur, l'échange, l'argent, l'État. Cela veut dire une dictature mondiale des besoins humains contre le Capital et la terreur révolutionnaire contre les forces bourgeoises. La dictature prolétarienne signifie l'abolition des rapports sociaux existants : abolition du travail salarié, abolition de professions et productions inutiles, élimination des rapports d'échange de tous les aspects de nos vies, abolition de l'économie et de la production pour le profit et subordination de toutes les forces productives aux besoins humains et aux besoins de la révolution mondiale, disparition de la différence entre travail et loisir, ville et campagne et toutes les autres séparations, destruction violente de l'État et son remplacement par des organes de l'auto-organisation révolutionnaire prolétarienne, bref tout ce que le triomphe de la révolution transforme en une communauté humaine globale. Par ce processus historique, le prolétariat (en tant que dernière classe existante) s'abolit ainsi que la société de classe toute entière et développe complètement la communauté humaine mondiale.

## 12. A PROPOS DE L'ORGANISATION RÉVOLUTIONNAIRE

L'organisation révolutionnaire grandit et prend directement des formes spécifiques à partir de la lutte de classe, parce que le prolétariat est historiquement forcé de le faire. L'organisation révolutionnaire avec son activité militante crée des conditions pour la centralisation d'éléments révolutionnaires, qui sont petits et insignifiants dans les périodes où le rapport de forces nous est défavorable, ainsi que les sections les plus conscientes et radicales du prolétariat. L'organisation révolutionnaire n'est ni une préfiguration de l'organisation sociale future ni une structure éternelle rigide. Elle ne fait que prendre une part essentielle dans le processus de centralisation historique de la dynamique révolutionnaire qui se concrétise en parti du prolétariat, c'est-à-dire le parti communiste. Ce qui sépare ce parti des diverses avant-gardes autoproclamées, c'est qu'il n'a pas d'autre programme que sa classe comme sujet historique, donc comme il est la centralisation de ce programme, il est la direction de la lutte de la classe révolutionnaire toute entière.

## 13. QUE FAIRE ?

Approfondir, défendre et propager le programme historique du prolétariat visant à renverser la classe dominante par l'insurrection afin de déclencher la révolution qui abolira la société de classe. Sur base des leçons tirées des luttes prolétariennes passées et présentes, clarifier le contenu de la transition révolutionnaire, la révolution communiste. Par la propagande, l'agitation et la participation active, souligner, soutenir et encourager toutes les tendances dans les luttes contemporaines qui pourraient contribuer au développement de la conscience révolutionnaire et de l'esprit militant dans notre classe, ainsi qu'à l'émergence d'associations prolétariennes radicales. Révéler et identifier d'un œil critique les obstacles, idéologiques et pratiques, dans les actuelles luttes de classe qui entravent l'émergence d'une confrontation de classe ouverte, c'est-à-dire un conflit révolutionnaire ouvert entre les deux classes. Centraliser les prolétaires militants qui essaient de s'organiser sur base du programme révolutionnaire, et constituer une structure combative efficace pour les militants communistes. A partir du sol fertile des antagonismes sociaux et de la dynamique de la lutte de classe, faire avancer efficacement, encourager, organiser et coordonner l'exécution de la future insurrection violente comme moment décisif dans la révolution communiste à venir.